4e Année, N° 68 - 15 Novembre 1928

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-Xe

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. AIRELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDACCI, E. BERTH, Marthe BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL, F. CHARBIT, J. et J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE, FINIDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. GIAUFFRET, MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER, G. LACOSTE, F. LORIOT, R. LOUZON, A. MAHOUY, L. MARZET, J. MESNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA, R. W. POSTGATE, A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE, C. TALÈS, A. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois....... 20 fr. Un an......... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ...... 26 fr. Un an......... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. MARZET.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades BUSSEUIL ou BARAT.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration : Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

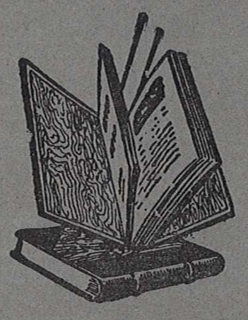
4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.



ONZE NOVEMBRE

— Un beau jour, hein, pour vous, combattants, le 11 novembre 1918 ?

Un beau jour ?

La plaine était si rase, si nue malgré les moignons de villages, qu'elle s'est effacée de mes yeux, mais j'entends encore le clapotement de mes pieds dans la boue liquide de la route ! Car depuis des jours nous marchions dans le désert, fils de la guerre. Et chaque jour, à quelque croisement de chemin, une voix avait crié :

— Vous savez, les gars ? C'est signé !

Pourtant, si c'était signé, ça se saurait, n'est-ce pas ?

Alors ce motocycliste que nous avions croisé vers le soir et qui avait lancé : « C'est fini, les copains, fini, fertich. Armistice ! » on ne l'avait pas écouté non plus.

— Des nouvelles comme ça, vieux, si on allait les croire et qu'on te fasse remettre ça après, ça pourrait te coller une maladie !

— Bien sûr !

Et le soir, on s'était planqué dans les sapes et les caves d'un village enseveli sous les herbes. Bien sûr que c'était encore la guerre. Et pourtant, avant de s'allonger dans sa fosse, on avait traîné ses pieds dans la boue en remuant des tas de choses principielles. D'un seul coup, « vers en bas », le ciel s'était illuminé, et des fusées, et des fusées, et des fusées.

— 14 juillet ?

— Dis donc, vieux, si c'était le feu d'artifice de l'armistice ?

— Non, mais sans blague !

Que faire ? Chez le commandant on ne savait rien. Alors dormir, n'est-ce pas, parce que demain, encore étape. Tout de même, un peu de fièvre aux joues.

Et le lendemain matin, on mettait sac au dos, prêts pour la marche, quand le cycliste de liaison rappliqua. Le commandant avait dit : « Sac à terre! » et nous avait lu deux papiers, l'un du général, l'autre du colonel ; l'armistice était signé et ils faisaient des phrases autour de ça. Nous n'avions pas encore réalisé l'affaire que, déjà, nous avions rechargé les sacs. La victoire ? Un mot creux, tambour pour civils. Et l'armistice ? Un mot louche ; l'armistice, était-ce la paix ou bien quelque chose comme un repos entre deux attaques ?

Le copain qui avait l'œil bleu si lucide (je ne suis pas curieux, mais je voudrais bien savoir ce qu'il en a fait de son œil lucide, le copain, pendant ces dix ans !) a dit :

— Tu parles d'un boulot pour cuisiner leur Paix à présent !

Le vrai drame allait s'ouvrir dont tant de sang n'avait écrit qu'un prologue confus. Nous attendions le coup d'éclairage qui allait illuminer la scène où nous pataugions depuis des années.

⁂

Nous étions encore des corps d'enfants dans des tuniques d'écoliers quand le torrent s'était mis à gronder, et d'un seul coup, nous avons fait des hommes. Nos dix-huit ans avaient pris une importance et comme une maturité. On leur en prêtait. Et ils s'en donnaient. Puis le torrent marcha vers nous. Un froid dans le dos peut-être : d'abord nous étions depuis longtemps contre la guerre (Vive Jaurès !) et puis, quoi, on ne meurt jamais volontiers. Mais aussi la certitude qu'il fallait y aller : l'histoire ne pouvait pas s'écrire sans notre discrète collaboration; ceux qui n'auraient pas vu ça, auraient manqué le suprême spectacle du siècle, et après ils n'auraient pas le droit de l'ouvrir. Qui n'aurait pas fait la guerre ne serait qu'une demi-portion.

Donc, on en avait été sans barguigner. Brusquement, les « Pas encore Vingt Ans » avaient joué, des fois et puis des fois, le grand jeu de la mort. École. Puis, au hasard des rencontres, nous avions reçu le fardeau des vies que nous côtoyions. Effacement des pudeurs et des barrières ; un vieux père de quarante ans vous lâchait son paquet de vie sur un gosse de vingt ans, sans sourciller. Il avait aussi fallu cette guerre pour déshabiller certains hommes de leur famille, de leur village, de leur quartier, de leur profession, du respect humain, de la croûte d'eux-mêmes, et réaliser des hommes libres dans un troupeau d'esclaves. (Oui, ce n'est qu'à la guerre que certains hommes auront pu débrailler leurs instincts.) Et la terrible faim de nos permissions avec tout ce qu'on avait acquis de droit au cynisme et à la nudité. Ecole, école, école.

Toute notre expérience attendait donc ce lever de rideau sur la Paix. Tout ce qui s'était accumulé en nous allait maintenant se nouer et se dénouer; notre expérience anonyme allait recevoir sa trempe.

Je dis notre expérience anonyme, car nous n'étions l'expérience de personne, mais celle de la foule armée qui nous avait pétris. Nul message n'était descendu vers nous. Nous savions qu'un Romain Rolland avait lancé un abominable appel, mais il n'était point arrivé jusqu'à nous. Nous savions que des pèlerins avaient pris le chemin de Kienthal ou de Zimmerwald, mais leur but ne s'était guère éclairé pour nous. Nous savions que des défaitistes prônaient une haïssable paix blanche, mais nous n'en connaissions pas d'autres que nous-mêmes. Sans la bête méchanceté de la presse bêlante, nous n'aurions pas su que notre voix était un fil d'une large rumeur. Rien de clair n'avait lui jusqu'à nous, nous n'avions fait que nous accrocher aux nôtres, et ce sont mille pauvres voix sans visage qui nous avaient pétri une expérience. Elle était faite des cris du tisseur de soie de l'Ardèche, du maçon de Nîmes, du plombier de Paris, du chauffeur de Perrache, du débardeur de Marseille et de l'immense murmure des terriens venus de tous les horizons de France.

A eux tous, ils avaient rassemblé notre expérience faite de morceaux compacts — et pourtant elle hésitait encore à vivre.

Elle hésitait encore à vivre, il faut le dire avec quelque confusion. Bien sûr, d'une part, nous avions fait la somme des morts, des embuscades, des mensonges, des abus de confiance ; d'autre part, nous avions saisi la face humaine des ennemis qu'on nous avait fournis, et, à travers les différences superficielles, nous avions été fascinés par l'unité profonde de nos sorts ; notre métier de soldats nous rassemblait contre nos employeurs. La guerre était pesée. Et le monde qui la portait avec elle. Mais par un dernier scrupule, il fallait encore laisser à ce vieux monde une chance de se justifier ! Paix, révélateur suprême.

Mais déjà le copain me harcelait : « Maintenant, c'est l'heure de la Révolution ! Tu en seras. » Le copain avait raison avec son œil lucide ; et si ce 11 novembre, venu trop tard, n'avait point été une allégresse, c'est que simplement on ne faisait que changer d'armée. A présent on entrait dans la nôtre, — pour le combat révolutionnaire — qui, je ne le sais que de maintenant, ne finira ni avec nous, ni avec nos fils.

***

Il faut comme un effort pour savoir que le bon Dieu nous a assené dix ans sur le crâne depuis ces jours. Dix ans durant lesquels nous n'avons pas cessé d'être un cent millième de la volonté révolutionnaire de la France (mais sommes-nous cent mille ?).

Etre révolutionnaire en France en 1928 ?

Faut-il pour cela être porteur d'illusions romantiques ? habillé de sévères habits scientifiques ? écouler avec emphase des certitudes catégoriques et prochaines ?

Nous pensons que le mépris suffit ; notre clair mépris de petit homme de rien du tout jeté à la face de tout ce qui est représentatif du monde officiel. La société dans laquelle nous vivons, nous pourrons la servir, car il faut vivre, mais nous ne la connaissons plus ; nous ne la supportons plus ; ni ses journaux, ni ses livres, ni son théâtre, ni son ciné, ni son art, — ni ses jeux, ni ses anniversaires, ni ses fêtes, ni ses grands hommes, ni ses saints, — ni ses joies, ni ses douleurs ne sont nôtres.

Si ce monde nous devient de plus en plus étranger, ce n'est point par un effet de notre caprice ou de notre mentalité personnelle, mais par un dur réflexe de notre classe. L'incompréhension monte comme un mur lisse entre la classe qui jouit (avec parfois des alibis professionnels) et celle qui travaille et garde la fierté de former l'assise de l'humanité (nous ne parlons pas de cette couche informe qui croit se hausser en se lavant pauvrement de son odeur prolétarienne et plébéienne et qui fermente sous la convergence des mépris populaires et bourgeois). Un jour viendra où ces deux classes ne s'entendront pas plus que si elles ne parlaient pas la même langue ; mais écoutons : parlent-elles encore la même langue à cette heure, quand l'une vide chaque jour de leur contenu les mots qui lui servirent de drapeau ?

Etre révolutionnaire, c'est prendre conscience des oppositions des deux groupes en présence, — c'est regarder la classe qui brille, non avec les yeux de l'envie, mais avec les yeux du refus ! C'est, non pas tendre la main vers la part de gâteau que la société permet aux prolétaires débrouillards et chanceux — mais c'est vouloir créer un monde nouveau où l'on se mettra à table avec les camarades qui travaillent à la dresser et à la garnir ; c'est savoir aussi que la réalisation de ce monde parfaitement équilibré est une utopie, mais c'est vivre quand même pour le réaliser. Volonté de renouvellement et de création : être pour le bouillonnement, parfois obscur, de ce qui va venir contre l'ordonnance, parfois imposante, de ce qui est, — être pour le fils contre le moule qui le porte.

Etre révolutionnaire ainsi, c'est à l'heure actuelle se résigner à demeurer un soldat isolé, car toute secte, si grande et si nécessaire qu'on la veuille, est déjà une solidification qui se prépare, un ordre au delà duquel il faudra nécessairement se porter.

Mais cet éloignement de tout ce qui est conceptions catégoriques, organisations rigides, disciplines impérieuses et minutieuses, nous replace au cœur même des masses prolétariennes qui pressentent obscurément le danger qui se lèvera quand sera détruite l'armature sociale actuelle ! Nous nous retrouverons avec elles dans les organismes plus larges, plus souples, plus flous, plus empiriques, travaillés de tendances contraires, déchirés parfois d'oppositions idéologiques ou matérielles qui, par leurs contradictions, leurs recherches, leur état de perpétuelle mise au point, sont l'image même de la vie, ou plutôt la vie même.

Là où se rassemble la classe pour son éternelle gestation du monde nouveau, là, et là seulement, peuvent se retrouver tous ceux à qui dix ans d'expérience sans éclat, mais passionnée, ont appris que les masses valent mieux que ceux qui prétendent à les diriger.

B. GIAUFFRET.

Pour le 7 Novembre

Nos camarades de la revue hollandaise « La Lutte de Classe » ont eu la bonne initiative d'adresser, le 7 novembre, les deux télégrammes suivants :

AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE RUSSE

Rédaction de la « Lutte de Classe », revue mensuelle révolutionnaire socialiste, à l'occasion du XIe anniversaire de la Révolution d'Octobre, demande l'amnistie politique pour les militants d'Octobre de toutes les tendances, en premier lieu pour Trotsky, qui fut, avec Lénine, le plus grand chef de la Révolution.

A LÉON TROTSKY, ALMA-ATA

Rédaction de la « Lutte de Classe », revue mensuelle révolutionnaire socialiste, à l'occasion du XIe anniversaire de la Révolution d'Octobre, déclare sa sympathie sincère pour le grand chef de cette Révolution. Nous vous prions de nous informer sur votre santé à l'adresse : Nassaukade, 101, Amsterdam.

Ces deux télégrammes ont été signés, pour la rédaction de la « Lutte de Classe » de ces trois noms : D. de Lange, Henriette Roland-Holst et A. Sneevliet.

Nous nous associons de grand cœur à la double démarche de nos camarades hollandais.

UNE LETTRE DE PRISON DU " GRAND CÉSAR "

Notre « grand César » n'écrivait pas d'articles, a dit Monatte dans son mot d'adieu ; en effet, mais il écrivait pas mal de lettres. C'est l'une d'elles, adressée de la prison de Marseille, pendant la gu.rre, à un camarade du XVe, que nous tenons à reprodu.re. Cette belle lettre le montre bien tel qu'il était.

Mon bien cher ami,

Ce n'est pas sans une certaine satisfaction que, maintes fois, j'ai su par ma compagne, tout l'intérêt que tu me portais. De ta sympathie sincère et affectueuse je te remercie infiniment.

Tu as appris très certainement, le 10 juillet dernier comment je fus arraché aux miens.

T'expliquer en détail les motifs de mon arrestation serait quelque peu fastidieux ; qu'il te suffise de savoir qu'elle repose sur un arbitraire sans bornes et je vais le plus succinctement possible te faire part de quelques impressions.

Dès que je fus appréhendé, je dus subir la mensuration sur toutes les coutures, et tel un grand criminel qui se respecte, poser devant l'objectif de face et de profil. Après avoir séjourné une semaine au Cherche-Midi, je fus dirigé, menottes aux mains s'il te plaît, à la gare de Lyon où je pris le train à destination de Marseille.

A vrai dire, je croyais fermement qu'après un interrogatoire sommaire je serai relâché et que quelques jours seulement m'auraient séparé des miens. C'était trop présumer de l'esprit de justice qui règne en notre bas monde et ce n'est pas sans une certaine surprise que je constatai que la Liberté, pour laquelle on combat pourtant, n'était qu'un vain mot.

J'oubliais de te dire qu'à mon domicile, il fut opéré une perquisition qui fit faire aux agents de la sûreté une ample moisson de manifestes, tracts, brochures, cartes, timbres et différents documents intéressant le Comité Zimmerwald.

Depuis que je suis arrivé ici j'ai subi trois interrogatoires. Inutile de te dire qu'ils prouvent ma non-culpabilité tout au moins en ce qui concerne la fourniture de drogues à des militaires dans le but de les faire réformer ou évacuer. Il reste Zimmerwald qui, je crois, sera écarté, mais dont le Conseil de guerre, si je devais y être traduit, tirerait argument pour me condamner. Comme A... a mon affaire en mains, je ne doute pas que je serai élargi bientôt.

Mes impressions de captivité ? Oh ! mauvaises, très mauvaises. D'une part j'ai subi toutes les humiliations possibles, et je t'assure que pour des copains comme nous qui voulons conserver notre foi en la bonté humaine, ce sont des épreuves bien terribles à supporter. Subir personnellement telles ou telles vexations, froissant ce que nous avons de plus cher au plus profond de nous-mêmes, passerait encore car cette diminution ne serait que relative et passagère; mais où tout mon être a tressailli c'est devant le peu de dignité et de sentimentalité que j'ai rencontré parmi les gens peuplant les prisons. Déjà la guerre avait été, par elle-même et de par sa continuation, un coup fatal porté aux bases mêmes de notre idéalisme et l'enseignement que je tirerai de la promiscuité de ce public ne sera pas fait pour me réconforter.

Oui, vieux, tout est à faire en ce qui concerne l'éducation. Continuerons-nous notre propagande avec nos méthodes surannées? Si oui, je désespère. Par contre, si nous devons prendre la question telle qu'elle se pose pour parvenir à des résultats, que d'efforts, que de foi inébranlable, il nous faudra dépenser ! Et encore possédons-nous, en nous-mêmes, toutes les ressources financières et morales, surtout morales, pour embrasser tout le problème? Si comme je le crains, les masses moutonnières devaient reprendre, après le fléau passé, leur petit traintrain d'antan, il ne nous restera plus qu'à nous réfugier dans la vie « pour soi ».



CÉSAR HATTENBERGER

Pourtant... j'ai toujours été l'adversaire de cette conception égoïste et si je devais me rendre compte un jour, qu'il faille me ranger à cette façon de voir, crois bien que je ne le ferais qu'en partie car je ne pourrai jamais abandonner l'idéal qui fut et sera, sans aucun doute, toute ma vie.

Aux amis qui s'intéressent à moi, mes bonnes amitiés. N'oublie pas de me rappeler au bon souvenir de ta compagne et de bonnes caresses pour tes enfants.

Crois-moi, mon cher J...,

Bien fraternellement tien

CÉSAR.

Parmi nos Lettres

Patience

Une impression d'après le dernier Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement :

Nous n'avons pas été découragés par le Congrès : loin de là ; nous y avons même senti que la cloche majoritaire sonnait souvent le fêlé.

Ce qu'il y en a là-dedans de gens pas d'accord entre eux, surtout quand on les prend au naturel !

A les en croire, Rollo, leur porte-parole, ne parlerait que pour lui seul et Monmousseau, leur fournisseur d'idées ou de ce qui en tient lieu, ne commettrait que des gaffes.

L'attitude cohérente de la minorité ne fera que lui donner de plus en plus de la force.

⁂

La fin des câbles télégraphiques

La radio ne menace plus les câbles télégraphiques, nous écrit un abonné ; elle s'associe avec eux : des trusts câbles-radio se forment, en Angleterre comme aux Etats-Unis. Et, de l'avis de notre camarade, c'est l'éventualité d'une guerre qui aurait surtout déterminé l'Angleterre à former un tel trust ; devons-nous croire qu'il a fallu que cette éventualité apparaisse prochaine pour déterminer cette formation ?

Dans la rubrique « Faits et Documents » de la R. P. du 15-10, sous le titre « la Fin des câbles télégraphiques » sont rapportées quelques affirmations du président de la Compagnie Générale de T. S. F., d'après lesquelles le câble sous-marin ne pourrait plus soutenir la concurrence de la radiotélégraphie.

Il n'y a pas à discuter dans le détail le bluff d'un margoulin qui vante sa camelote — et ce laïus pour actionnaires n'est pas autre chose. — Ne cherchons pas de tuyaux sûrs dans des affirmations capitalistes surtout quand elles émanent de capitalistes d'un pays placé à l'arrière-garde du progrès technique. On trouverait sans doute des renseignements plus sérieux dans les paroles des Américains (et encore faudrait-il faire la part du bluff).

Mais voyons les faits.

Dans les différents pays la radiotélégraphie s'est, en effet, organisée d'abord, financièrement et commercialement, en concurrence avec les compagnies de câbles. Il y a eu effectivement lutte de tarifs. Si le tarif radio a été généralement inférieur au tarif câble, c'est pour compenser la moindre qualité du service rendu ; car pour les télégrammes en langage chiffré ou code, le câble a la préférence de la clientèle.

Sous le stimulant de la lutte, vers 25-26, sont apparus de part et d'autre des perfectionnements techniques considérables, qui ont rendu l'issue de la lutte encore plus incertaine. Quoi qu'il en soit, la situation des compagnies de câbles n'a jamais été désespérée. Depuis 1923, chaque année a vu la pose de nouveaux câbles transatlantiques de plus en plus puissants. Le dernier câble posé entre New-York et les Açores — août 28 — et qui doit être prolongé vers l'Europe, a une capacité de trafic aussi grande que quatre ou cinq câbles d'avant-guerre réunis.

Mais depuis 1927, la question câbles-radio a pris un tour nouveau.

En 1927 et au début de 28, le groupe Mackay (qui en Amérique se partage avec la Western le trafic électrique terrestre et sous-marin) a acquis plusieurs compagnies secondaires de T. S. F. En juillet 28, le groupe Mackay a fusionné avec le grand trust américain (et même mondial) « International Telephone and Telegraph C° », lequel a depuis longtemps des relations étroites avec la Western Union. [Celle-ci est cependant restée en dehors du trust, mais cette situation étant due, semble-t-il, à des questions de personnes, ne durera sans doute pas longtemps]. Le nouveau trust intitulé « Telegraph Telephone and Cable Corporation », au capital de 330 millions de dollars, a conclu un contrat pour un an avec la « Radio Corporation of America ». Il y a donc en Amérique l'amorce d'un trust groupant toutes les industries télégraphiques (et même téléphoniques, mais ceci est une autre histoire).

Un groupement parallèle s'est manifesté en Angleterre. L'Eastern et les Compagnies associées, qui possèdent et exploitent 260.000 km. de câbles (sur un peu plus de 600.000 km. pour le monde entier) ont créé, en mars 28, avec la Marconi Wireless, le trust anglais de la radio, une société holding au capital de 54 millions de livres. Mais le plus remarquable est que le gouvernement britannique a provoqué une Conférence Impériale des Communications dont le rapport (juillet 28) préconisait la création par les Compagnies associées Eastern-Marconi, d'une « Compagnie des Communications » à laquelle participeraient les différents gouvernements britanniques et qui aurait le monopole des communications impériales extra-européennes. Cette Compagnie recevrait les câbles gouvernementaux (environ 50.000 km.) et les stations de radio du réseau impérial. Tous les dominions ont adhéré à ce plan. Seul, le gouvernement de l'Union Sud-Africaine a fait des réserves au sujet de la « Wireless Telegraph of South Africa » qu'il contrôle et qu'il veut conserver indépendante.

En définitive la lutte n'est plus : câbles contre radio, mais trust anglais contre trust américain. Les autres Compagnies (radio ou câbles) — [Ces dernières se partageant environ 100.000 km. de câbles contre environ 300.000 au trust anglais et 150.000 aux deux Compagnies américaines provisoirement rivales] — n'interviennent que comme satellites plus ou moins déclarés de l'un des deux groupes.

A noter pour conclure, que l'un des principaux arguments qui, à la Conférence impériale, auraient milité en faveur du groupement des communications impériales, serait l'éventualité d'une guerre. Cet argument n'explique-t-il pas la simultanéité de formation des deux trusts antagonistes ? Mais aurait-il eu du poids si l'échéance ne devait pas se présenter avant vingt ans?

⁂

A bas la rationalisation !

Cette quinzaine, une lettre comportant quelques réflexions sur la communication de de Groote, publiée dans le dernier numéro :

La concentration et la standardisation sont des mesures que les capitalistes appliquent sur eux-mêmes. Le taylorisme, c'est sur les ouvriers qu'ils veulent l'appliquer. Seulement, ils ne peuvent l'appliquer sans concentration et sans standardisation. L'application du taylorisme exige la grande production, et la grande production n'est pas possible sans la concentration et la standardisation. Nous devons donc montrer dans la concentration et la standardisation la préface du taylorisme.

Mais discuter si la concentration et la standardisation sont ou ne sont pas des facteurs de progrès, ce n'est pas notre affaire ! La classe ouvrière n'a pas à intervenir dans le choix des méthodes de la concurrence capitaliste, autrement il se développerait sur une grande échelle un état d'esprit dangereux, celui de l'ouvrier qui prend fait et cause pour son patron contre le patron concurrent : bientôt il arrive à se sentir lié à son patron beaucoup plus qu'aux ouvriers du concurrent. On trouve déjà des ouvriers fiers de suer sang et eau dans une grande boîte : ils sont en train d'oublier qu'ils sont de la même classe et qu'ils mènent la même vie que les ouvriers des petites maisons, où la routine règne encore.

Le principal terrain de la lutte contre la rationalisation, c'est l'application des nouvelles méthodes de travail, de salaires, etc... Tout ce qui accroît l'exploitation de la classe ouvrière doit être combattu. C'est pour cela que je voudrais que la brochure de la Ligue Syndicaliste fût garnie de chiffres qui montrent avec éloquence que la rationalisation, ce n'est pas autre chose que la surexploitation de l'ouvrier.

« LE DERNIER EMPEREUR »

Nous apprenons que la pièce de Jean-Richard Bloch, « Le Dernier Empereur », sera donnée au Studio des Champs-Elysées, à partir du 15 novembre. C'est une œuvre remarquable; nos amis feront bien de profiter de cette série de représentations.

ONZE ANS APRÈS OCTOBRE

La vérité sur l'Opposition

Sous le titre « The Real Situation in Russia », Max Eastman vient de publier à New-York (Harcourt, Brace & C° éd.) un livre dans lequel il a rassemblé les documents qui donnent leur plein sens à l'action menée en Russie par l'opposition communiste. Les textes traduits par Eastman ont été déjà traduits et publiés en français, sauf le discours prononcé par Trotsky devant le Comité central lors de son exclusion — mutilé et complètement défiguré par la presse stalinienne — qu'Eastman donne dans son intégralité. Eastman fait précéder ces textes d'une introduction que nous reproduisons ci-après.

Une confusion extraordinaire règne parmi les hommes, dans le monde entier, au sujet des problèmes et des conceptions sur lesquels Trotsky et Staline se sont trouvés en violente opposition. Les hommes d'affaires internationaux et la presse capitaliste sont à peu près d'accord pour estimer que, comme un choix entre deux maux, Staline est leur homme. D'après une dépêche du *Times* de New-York, les actions des entreprises concessionnaires, et même les valeurs de l'ancien régime tsariste, firent un bond en hausse à la nouvelle de la déportation de Trotsky. D'autre part, les communistes officiels et leur presse continuent d'affirmer, à chaque coin du monde, que Trotsky est le chef d'une « déviation » petite-bourgeoise ou social-démocrate — même qu'il est un contre-révolutionnaire — et que Staline est le véritable bolchevik.

Un groupe intermédiaire, composé de sympathisants libéraux et de touristes intellectuels en Russie, ou dans le communisme, considère qu'aucune question politique n'est en jeu. Il ne s'agirait que d'une lutte personnelle pour le pouvoir. Trotsky a été battu et refuse de s'incliner. Il ne comprend pas la discipline de parti. Quelques-uns des plus naïfs de ces touristes croient réellement que Trotsky, Rakovsky, Radek, Préobrajensky et une cinquantaine d'autres chefs connus de la Révolution d'Octobre ont été envoyés en Sibérie, comme des enfants à la nursery, parce qu'ils persistaient à bavarder quand le silence est imposé. Ils voulaient instituer une discussion au moment où tous les communistes adultes et sérieux concentraient leur pensée sur « l'édification du socialisme dans un seul pays ».

Cette bienheureuse et innocente conception, et aussi la confusion qu'elle souligne, disparaissent rapidement quand on lit le programme authentique de Trotsky et de l'opposition, supprimé et mis à l'index par le régime stalinien. On voit clairement, par ce programme, ce que veut l'opposition et contre qui elle lutte. Elle prend la défense des intérêts vitaux des classes « inférieures » : ouvriers industriels, ouvriers agricoles et paysans pauvres ; elle exige des formes d'organisation qui permettront à ces intérêts de dominer les autres, ainsi qu'un examen sérieux et honnête du problème qui consiste à satisfaire ces intérêts, et en même temps les intérêts ultimes de l'humanité, dans une société communiste.

On a coutume de définir le socialisme marxiste comme une union de la science et du prolétariat. Le bolchevisme pourrait être défini comme une union de la science et du prolétariat au moyen de certaines formes d'organisation : parti, soviets, syndicats. C'est toujours une de ces trois choses : examen scientifique, prolétariat, formes bolcheviques d'organisation, que Trotsky et l'opposition défendent dans chaque phrase de leur programme. Ils défendent le prolétariat contre l'emprise incontestable de trois éléments antiprolétariens : les nepmen ou nouveaux capitalistes, les koulaks ou paysans riches et la classe — en voie de cristallisation progressive — des bureaucrates politiques, techniciens ou syndicaux qui, inévitablement, tombe de plus en plus sous l'influence des nepmen et des koulaks.

Ils défendent les formes bolcheviques d'organisation, telles que Lénine les a conçues et appliquées, contre leur déformation par Staline dans la voie de la bureaucratie, du gouvernement de clique et de la dictature personnelle. Et ils défendent l'examen scientifique des problèmes posés, contre le malhonnête bavardage politique, la démagogie, la jonglerie avec les statistiques, le jésuitisme et particulièrement contre une campagne délibérément menée de « mensonge panrusse et international ».

Ces trois choses ne sont pas sans rapports les unes avec les autres, ainsi que tous ceux qui sont familiers avec le mouvement ouvrier le savent. La situation présente du Parti communiste russe est, en son essence, à la fois typique et classique. C'est la lutte tradition-

nelle du révolutionnaire de pensée claire, honnête, allant droit son chemin, incarnant les intérêts véritables de la classe ouvrière contre l'appareil pétrifié, contre la politique réactionnaire masquée, contre les déclarations consciemment ou non hypocrites, contre la fourberie et la brutalité, érigées en système, du politicien prolétarien, du leader ouvrier professionnel, du socialiste nébuleux, unis en un parfait accord à l'armée innombrable de ceux qui prétendent qu'il faut se taire quand les choses vont mal. Rien de nouveau dans l'histoire du mouvement ouvrier, rien en son fond d'obscur ou d'inintelligible ou même d'inattendu pour tous ceux qui ont accordé quelque réflexion à l'avenir de la Révolution russe.

Mais il y a, dans la situation actuelle, quelques aspects particuliers qui obscurcissent sa nature et rendent difficile, même à ceux qui sont déjà familiers avec des situations semblables, de la percevoir clairement.

Jusqu'à ces derniers temps, toutes les organisations prolétariennes menaient leur lutte pour le pouvoir dans une société capitaliste. Le Parti communiste russe a conquis le pouvoir et dirige la vie entière, économique et politique, de la nation. Cela donne au conflit entre l'appareil gouvernemental réactionnaire et les ouvriers révolutionnaires de ce parti, qui veulent demeurer dans la voie de la révolution, un aspect entièrement nouveau.

Tout d'abord, cet appareil dirigeant est beaucoup plus révolutionnaire qu'il le serait dans un pays capitaliste. Il n'est ni sujet à l'influence, ni équipé avec l'aide d'un Etat capitaliste, d'une bourgeoisie puissante et d'une opinion publique antiprolétarienne. Il est prolétarien de sentiment et est contraint soit de duper soit de se concilier les masses travailleuses à chaque pas en arrière qu'il fait. C'est ce qui explique la marche en zigzags suivie par Staline dans une direction réactionnaire. Du fait qu'il domine les organisations d'une classe ouvrière révolutionnaire victorieuse, une ligne trompeuse de cette sorte est la seule qu'il puisse tracer dans la voie du reniement. Ce fait est aisément oublié, spécialement par les spectateurs des autres pays aux yeux desquels Staline apparaît comme le défenseur d'une politique révolutionnaire donnant une expression tout à fait inévitable à la volonté d'un prolétariat révolutionnaire. En réalité, sa bureaucratie se comporte exactement comme le fait toute bureaucratie ouvrière cristallisée : elle oscille sans cesse entre les forces de classe du prolétariat et de la bourgeoisie. Mais la force prolétarienne est tellement plus puissante en Russie que nulle part ailleurs dans le monde que, pour un observateur superficiel, cette bureaucratie semble peser de tout son poids du côté du prolétariat.

Outre qu'il se trouve ainsi bien à gauche des bureaucrates ouvriers avec lesquels nous sommes familiers, Staline parle un langage opposé au leur. Ils défendent leur politique au nom de la décence, des bonnes manières, du progrès régulier, de la loi et de l'ordre, du patriotisme, etc. Et ils dénoncent leurs adversaires du rang comme des « rouges », des révolutionnaires, des bolcheviks. Quelle que soit la politique que Staline prône, il est contraint de la faire au nom de la « révolution », du « bolchevisme », du « léninisme ». Quel que soit l'adversaire qu'il désire écraser, il est contraint de l'accuser d'être un « contre-révolutionnaire », un « bourgeois », un « menchevik ». C'est là une nécessité absolue de sa position totalement étrangère aux faits. « Révolution », « bolchevisme », « léninisme » sont les noms de l'ordre établi en Russie. Si cet ordre se solidifie en s'adaptant progressivement à un système croissant de domination capitaliste, il portera ces mots avec lui. Ils deviendront des mots respectables. Ils prêteront leur sanction à toute mesure que les dirigeants jugeront convenable. Staline ramènera les ouvriers russes au capitalisme sous les plis du drapeau rouge. Cela devrait être parfaitement clair pour nous, en Amérique, où les pires forfaits de l'oligarchie exploiteuse sont toujours perpétrés au nom de la « liberté » et de la « démocratie » et où les « Filles de la Révolution américaine » sont toujours les éléments les plus farouchement antirévolutionnaires du pays.

Mais ce changement dans la signification des mots s'accomplit d'une manière si rusée qu'il en devient presque imperceptible. La signification essentielle du mot léninisme est déjà passée du côté de la discipline, de l'autorité centralisée, de l'obéissance passive dans le parti, et de l'adresse pratique, de la manœuvre habile, du « réalisme », dans le domaine politique. Toutes ces choses caractérisaient Lénine ou sa tactique : aucune d'entre elles ne le distinguait de centaines d'autres chefs. Ce qui le distinguait c'était sa prodigieuse volonté révolutionnaire : inflexible, audacieuse, intolérante des faux compromis et de l'opportunisme, toujours à la limite extrême du possible. C'était une honnêteté impatiente, le courage de regarder chaque fait en face. C'était la révolte contre toute pieuse absurdité, rituelle, hypocrite ou ignorante. Lénine fut le plus grand rebelle de l'histoire. Ce fait va s'échappant de la pensée comme il s'échappe du terme léninisme. Les mots se comportent toujours de la sorte quand les changements historiques sont graduels. Le processus est familier quand il s'agit du passé mais difficile à découvrir dans le présent, et c'est ce qui contribue à troubler davantage encore notre compréhension d'une situation essentiellement simple.

Outre enfin qu'elle est plus révolutionnaire et parle un langage plus révolutionnaire que jamais bureaucratie ouvrière ait pu l'imaginer jusqu'ici, la bureaucratie stalinienne est infiniment plus puissante. Ses membres sont des chefs ouvriers et des politiciens prolétariens, mais ils sont aussi les capitaines d'une industrie gigantesque. Ils contrôlent la richesse de la Russie tout entière. Leur pouvoir de protection et d'intimidation et leur influence sur les émotions exubérantes des rêveurs à gages et des arrivistes sentimentaux, qui composent une si grande part de la section « intellectuelle » de la race humaine, sont sans limites. Ils en ont usé sans mesure. Ils se sont entourés d'une armée de serviteurs

dociles et de suiveurs enthousiastes, allant du fervent idéaliste converti par les délices d'un voyage à travers le pays des soviets, au bolchevik fatigué qui se confine maintenant dans les luttes passées et ne demande plus qu'une place où se reposer. Selon les mots de Karl Marx, ils ont « créé en dehors des classes réelles de la société une classe artificielle pour qui le maintien du régime existant est une question de vie confortable ». Marx parlait du régime bourgeois-réactionnaire de Louis Bonaparte et c'est à de tels régimes que cette classe artificielle a jusqu'ici donné son aide de pieuse émotion, de confusion intellectuelle, de pauvre et dégoûtant verbiage. Elle n'avait jamais auparavant donné cet appui spontané à un bureaucrate ouvrier qualifié de révolutionnaire. Cela aussi rend difficile de voir la situation telle qu'elle est.

Une autre cause de confusion vient du sentiment profondément enraciné en nos cœurs que nous pouvons mieux servir la révolution en refusant de voir les faits, ou en les taisant, ou en n'en parlant pas publiquement. Ce sentiment erroné est soigneusement entretenu par les staliniens, qui jouent continuellement du danger de guerre et persuadent beaucoup d'esprits critiques qu'il faut se taire au nom de l'unité de la classe ouvrière internationale pour la défense de l'Union soviétique.

La vraie façon d'unir la classe ouvrière autour de l'Union soviétique c'est de lui montrer la réalité, de lui indiquer les éléments réels du problème socialiste, ainsi que Lénine le fit toujours. Il y a un immense mépris des masses dans la conception qu'on peut les unir autour d'un système de mensonges politiques qui répugnent à l'instinct naturel de tout homme sain. Il y a une incapacité complète de comprendre le dynamisme de la lutte politique dans l'idée qu'on peut servir la révolution en restant tranquille tandis que ses voix les plus fermes sont réduites au silence et éliminées.

Tous ceux qui ont suivi la politique russe de ces dernières années savent bien que Staline « vole le tonnerre » de l'opposition. Ayant flagellé les hommes, il adopte les mesures que ces hommes proposaient et il essaie de les réaliser quand il est trop tard. La campagne actuelle contre la bureaucratie menée (dans le Donetz!) par les bureaucrates victorieux qui ont emprisonné ou exilé ceux qui demandaient depuis longtemps qu'on s'attaquât au bureaucratisme n'est que l'exemple le plus récent d'un processus qui a été continu depuis 1924. La tentative infructueuse de recueillir du blé des koulaks, après avoir été longtemps indulgent à leur égard, est un autre exemple de l'adoption tardive du programme de l'opposition. Il ne s'agit pas d'une opération purement intellectuelle. Ce n'est pas que Trotsky formule clairement une juste conception de la lutte présente et que Staline est assez astucieux pour s'en emparer. Le processus est dynamique. Le pouvoir essentiel que possède Staline vient de la classe ouvrière. C'est toujours le fait fondamental et la source fondamentale d'espérance. Quand l'opposition formule une politique prolétarienne et la met en circulation dans la classe ouvrière, Staline est contraint de l'adopter. C'est de cette façon que, dans une certaine mesure, l'espérance se réalise. Par suite, tout à fait en dehors de la perspective de victoire de l'opposition, la plus grande chance de retenir la bureaucratie dans son inévitable glissement vers la droite réside dans la défense du prestige de l'opposition, dans la publicité donnée à son programme, dans la défense de la vie même de ses membres. Tout communiste, tout homme sympathisant avec la Révolution bolchévique, dans chaque coin de la terre, peut ajouter quelque chose à cet effort. Il lui suffit de voir la vérité et de la dire.

Il y a deux autres sources d'obscurité dans le conflit entre Staline et l'opposition. L'une réside dans le fait que, dans certains cercles de l'opposition elle-même, l'illusion a prévalu que les divergences n'étaient pas absolument fondamentales; que le parti pourrait être ramené à son cours prolétarien sans une âpre lutte. En conséquence, l'opposition, tandis qu'elle maintenait fermement ses principes, était changeante et indécise dans sa tactique. Et cela, bien qu'on puisse le comprendre, étant donné la complexité et le caractère sans précédent du problème posé, a troublé les têtes et les cœurs de beaucoup d'hommes qui, autrement, auraient vu clair.

La tactique du discours sans réticences et de la lutte inflexible telle qu'elle est exprimée dans les documents reproduits en ce livre persistera probablement désormais. Trois raisons font croire qu'il en sera ainsi. La politique contre-révolutionnaire de Staline dans la Révolution chinoise fut patente et flagrante et ne laisse aucune doute dans l'esprit de ceux qui savent ce que sont le marxisme et les conceptions de Lénine. Le recours à la violence, de la part de Staline, dans la lutte contre l'opposition est également une violation évidente des idées de Lénine sur l'organisation du parti et, en fait, des principes dictés par le bon sens à tout homme qui veut sincèrement et réellement l'instauration d'une société communiste. Et avec leurs critiques marxistes réduits au silence par la police et les barreaux des geôles, toute prétention de pensée scientifique disparaît chez les conseillers de la clique dirigeante.

La déformation mondiale du marxisme, sa transformation en un système de formules destinées à justifier le mensonge politique et l'optimisme officiel, à maintenir les bureaucrates sur leurs solides sièges et à cacher aux masses la vérité même de l'histoire ainsi que leur avenir, seront bientôt complètes. Il n'est pas un homme de pensée intègre et ardente qui puisse admettre pareille dégradation intellectuelle.

A la tactique indécise de l'opposition, il faut ajouter la fourberie impitoyable de Staline et son talent éprouvé dans la pratique de l'intrigue politique, pour pouvoir expliquer pleinement l'obscurité qui entoure la situation russe. Outre qu'il est grossier et déloyal, et aussi, par comparaison avec les anciens chefs de son parti, un ignorant, Staline dispose d'une puissance subtile. Il a le contrôle armé de chaque mot imprimé en Russie et le contrôle absolu de chaque mot imprimé

dans la presse communiste officielle du monde entier. On n'a jamais vu, dans le passé, de bureau de presse si parfait et d'un tel rayonnement. Et Staline, dépourvu de scrupules, s'en sert avec une habileté sournoise afin de faciliter l'identification de sa bureaucratique usurpation de pouvoir avec le nom et la terminologie révolutionnaire de Lénine. Le mensonge politique de Staline est un système délibéré et fondamental sur lequel il compte de la même façon que Lénine comptait sur une honnête définition des faits. Quiconque se refuse à le reconnaître et à le dire ne trouvera jamais son chemin à travers le brouillard qui enveloppe l'Union soviétique.

De là l'importance des documents imprimés dans la seconde partie de ce livre que j'ai intitulée, empruntant les mots de Trotsky, « Staline falsifie l'histoire ». Voici la preuve documentaire d'une gigantesque entreprise de falsification, menée par Staline et ses serviteurs littéraires et couronnée d'un brillant succès. Ils ont réussi à convaincre une bonne partie du public studieux du monde entier que Trotsky est incapable de comprendre les principes d'un mouvement qu'il dirigea, qu'il y eut de profondes divergences politiques entre lui et Lénine dans la conduite de la Révolution russe, tandis que Staline au contraire joua un rôle important comme associé de Lénine aux grands jours de la lutte.

Les faits disent exactement le contraire. A la nouvelle de la Révolution de février, Lénine à Zurich et Trotsky à New-York adoptèrent la même attitude, et du jour de leur rencontre en Russie ils travaillèrent, la main dans la main, à un degré étonnant chez des hommes d'une telle puissance de volonté et d'une telle capacité intellectuelle. Leurs désaccords furent les désaccords inévitables entre hommes conscients et réfléchis. Leurs discussions furent conduites avec un sens sûr de la fermeté de leur union. Il n'y eut jamais la suggestion même d'une rupture entre eux. L'opinion populaire qui unit leurs deux noms dès les premiers jours de la Révolution ne s'est pas trompée.

En réalité, les faits dépassent de beaucoup le sentiment populaire quant à l'étroitesse de leur coopération. Trotsky révèle, dans cet écrit, qu'au cours des heures les plus critiques de la lutte, Lénine lui remit une feuille de papier au bas de laquelle il avait apposé sa signature, endossant par avance toute décision que Trotsky jugerait utile de prendre. Trotsky était alors commandant en chef des forces armées de la nation. Il serait impossible d'imaginer une expression plus absolue de solidarité et de confiance.

Vers la fin de sa vie, Lénine donna à Trotsky d'autres témoignages de leur solidarité, plus significatifs encore du point de vue politique parce qu'ils étaient donnés en face d'une opposition surgie dans le propre parti de Lénine. La tête et le centre de cette opposition c'était Staline. Pour beaucoup, cela sera tout à fait une surprise d'apprendre que le premier homme qui proposa la formation d'un bloc pour résister aux intrigues bureaucratiques de Staline dans le Parti communiste russe fut précisément Lénine, et qu'il fit cette proposition à Trotsky. Le dernier acte politique de Lénine fut de dicter une lettre à Staline pour rompre avec lui « toutes relations de camarade », ce qui signifiait, étant donné le caractère de Lénine, qu'il considérait Staline comme un ennemi politique.

Le processus par lequel, en dépit de ces faits, le prestige de Trotsky en tant que chef révolutionnaire, a été détruit et Staline mis en avant, comme le fidèle ami de Lénine et le guide de la Révolution bolchevique, a son parallèle dans l'histoire des Etats-Unis. D'une manière similaire, Tom Paine vint à nous comme un « dégoûtant petit athéiste » et George Washington comme un grand chef révolutionnaire. Et par un processus plus semblable encore, Andrew Johnson est représenté dans nos manuels scolaires comme un successeur indigne et méprisable d'Abraham Lincoln, une tache odieuse sur notre histoire. Or, selon l'étude récente de Robert W. Winston, Andrew Johnson était un courageux homme du peuple qui, parce qu'il donna une adhésion imprévue à la politique de Lincoln, fut abattu et répudié par les forces mêmes qui conspiraient contre Lincoln avant sa mort.

Nous apprenons constamment, grâce aux travaux de nos meilleurs historiens, que le récit d'une période révolue de notre histoire nous parvient sous une forme complètement altérée, les faits ayant été complètement déformés pour servir les intérêts d'une classe en lutte pour le pouvoir. Quand nous lisons ces travaux récents nous pensons que nous avons été gorgés de mensonges et que le récit que nous tendrons à la postérité ne contiendra pas de si grossières défigurations de la vérité. Et pourtant combien de nous — même des disciples de Marx qui le premier arracha les oripeaux de l'histoire — combien de nous se sont dressés contre la trame si vite tissée de la légende exposée et dénoncée dans ce livre ? Combien se dresseront contre elle maintenant ? La masse de l'humanité est douée d'un génie particulier pour découvrir des vertus chez ceux qui détiennent le pouvoir. Bien peu auront le courage de voir, et moins encore le courage de dire, que Trotsky et ses amis ont été arrêtés, arrachés brutalement de leurs foyers, déportés dans les régions désertiques sous la surveillance de la police, qu'ils y demeurent isolés et en danger d'un pire destin aux mains d'un dictateur, simplement parce qu'ils ont défendu trop ardemment et avec des cerveaux lucides les premiers principes, la politique de classe et les espérances créatrices de la Révolution d'Octobre. Les faits sont là, mais quand connaissance signifie action, c'est le courage d'apprendre qui manque.

Max EASTMAN.

Le Collier de Perles

L'on ne saurait admettre cette conception bizarre des « délégués ouvriers à la sécurité » dont on parle dans certains milieux. Nul n'ignore, dans l'entreprise, que les ouvriers par habitude du danger, par insouciance, sont les derniers à songer à la sécurité et qu'il faut parfois les protéger malgré eux.

(*Journée Industrielle* du 9 novembre.)

Ma réponse à Simonin

La Faillite
de la
Colonisation syndicale en Algérie

La presse communiste, de *l'Humanité* de Paris à la *Lutte Sociale* d'Alger, en passant par la *Vie Ouvrière*, consacre depuis quelque temps de nombreuses colonnes à ma personne.

N'ayant pas eu le caractère assez souple pour m'en laisser conter par les jeunes éphèbes investis de pouvoirs dictatoriaux par le parti communiste, je suis devenu un traître, une hyène, un roquet, un lâche, un pleutre, etc. Je suis même devenu mieux que ça d'après un délégué de la C. G. T. U., le sieur Simonin, qui a publié dans la *Vie Ouvrière* du 19 octobre un article intitulé : « Schiavo, agent de l'impérialisme français. »

Parce que la *Révolution Prolétarienne* m'a permis de rétablir la vérité sur la précédente grève des inscrits d'Alger (numéro de septembre), vérité sabotée par les correspondances du secrétaire régional du parti communiste, Cazala, à l'*Humanité;* parce qu'elle a relevé depuis, sous la plume de Chambelland (numéro du 15 octobre), une autre saleté du même Cazala publiée dans *l'Humanité* du 4 octobre, Simonin plaint Monatte et ses amis de se donner du mal « pour renflouer l'épave que je suis, ballottée du port d'Alger à la Préfecture. »

Je veux répondre à ces calomnies non pour Simonin, qui sait mieux que personne qu'il n'est qu'un sale menteur, mais pour les militants ouvriers qui lisent la *Vie Ouvrière*, surtout pour les camarades des Ports et Docks et des Inscrits qui me connaissent. C'est pour eux que je réponds. Ils pourront juger ensuite l'homme et le journal qui m'insultent, ainsi que l'organisation syndicale centrale et le parti qui me font insulter. Ils pourront aussi se faire une idée du mouvement algérien en pensant que toutes ces attaques ignominieuses se sont produites contre moi au moment où mon organisation d'inscrits poursuivait sa deuxième grève de l'année. Ils se demanderont qui a fait besogne d'agent du patronat.

⁂

Prenons par le commencement. J'aurais été débarqué du secrétariat de l'Union Régionale d'Algérie, au Congrès de mai 1927, à la suite d'un désaccord sur la question indigène entre la majorité confédérale et moi. Comment cela aurait-il bien pu se faire puisque aucune discussion n'eut lieu au Congrès à ce sujet ? Il suffit de relire le compte rendu pour voir que le désaccord porta sur un tout autre point : la direction unique et l'ingérence du parti communiste dans les syndicats unitaires. Pourquoi masquer aujourd'hui le véritable motif de la convocation de ce Congrès extraordinaire ?

Prenez la collection de la *Lutte Sociale*, l'organe communiste d'Alger. De 1926 à fin janvier 1927, Schiavo, membre du P. C., leader de ce parti, est louangé ; son œuvre syndicale est unique, lui seul est capable sur la question indigène, de faire le recrutement syndical nécessaire. Vient le désaccord de février avec le délégué du centre, le jeune et fameux Joubert ; subitement la *Lutte Sociale* change de ton, la fraction communiste de la C. E. de l'U. R. est alertée ; la vie devient impossible. Le Congrès extraordinaire convoqué pour le 8 mai roule uniquement sur la direction unique.

Je fus battu. La direction unique triompha, mais l'U. R. aux mains des communistes orthodoxes n'a fait que décliner depuis ; la C. G. T. U. se meurt en Algérie. Si par la suite j'avais accepté de sauver la C. G. T. U., l'épave que je suis aurait encore fait vos délices, n'est-ce pas, Dudilieux ? N'est-ce pas aussi, Teulade, vous qui êtes venu supplier cette épave de se prêter au sauvetage ?

⁂

J'aurais dissocié l'Union locale de Blida. Non. Que Simonin s'adresse pour cela à son compère, le *m'tourni* (terme par lequel les indigènes désignent avec mépris ceux des leurs qui se font naturaliser français) Mira Ali, qui, à son retour de Russie, est tabou pour les rescapés du P. C., mais qui, en partant voyager bien loin de Blida, a dissipé les fonds à lui confiés par le syndicat des cordonniers indigènes de Blida, que le « colonialiste » Schiavo avait formé.

Que le *m'tourni*, même accompagné de Simonin, ose se présenter devant les deux cents indigènes qui composaient ce syndicat, ils m'en diront des nouvelles.

⁂

Voilà pour le passé, voyons le présent. Je serais « tombé dans les bras de nos pires ennemis de classe ». Chacun sait qu'en sortant de la C. G. T. U. et du parti communiste on ne peut faire autrement et qu'on est forcément isolé de tout contact avec les travailleurs, dans mon cas avec les travailleurs de l'Afrique du Nord.

Le malheur pour Simonin c'est qu'en Algérie au moins c'est le contraire qui se produit, ainsi que je vais l'établir par des faits. On verra ceux qui s'isolent des travailleurs. On verra ceux qui tombent dans les bras de nos ennemis de classe.

Si je ne représentais rien on me laisserait la paix au lieu de chercher à me salir et à me démolir. Mais je représente 600 inscrits et 300 dockers ; 600 inscrits maritimes que je viens de conduire à la bataille, d'abord dans une grève victorieuse du 25 juillet au 10 août et ensuite du 5 septembre au 3 novembre, c'est-à-dire deux mois, sans une défection, et en obligeant les armateurs algérois d'accorder le salaire national. Demandez donc au syndicat unitaire d'inscrits ce qu'il a été fichu de faire pendant ce temps et quelle est son action de classe ?

Je représente aussi l'Union des syndicats autonomes d'Alger qui compte déjà onze syndicats : outre les inscrits et les dockers, les métaux avec 250 membres, les charpentiers calfats, 250 ; les coiffeurs, 200; les infirmiers des hôpitaux, 200 ; le tonneau, 50 ; les peintres autonomes, 40 ; les plâtriers et maçons, 50 ; les tabacs, 300 ; la maîtrise des métaux, 50.

Ce qu'on redoute plus encore, c'est la sympathie que nous conservent la plupart des syndicats unitaires, et qui s'est manifestée au dernier Congrès de l'U. R. unitaire. Le rapport moral n'eut une majorité que parce que le délégué de la C. G. T. U., Simonin en personne, proposa qu'il soit voté « conditionné »..., conditionné au départ du secrétaire de l'U. R., qui avait été mis là par le parti communiste. La majorité confédérale et le parti — puisque c'est la même chose — ont perdu leur influence; l'opposition était en fait

la majorité à ce Congrès. Mais les syndicats qui ont subi la colonisation communiste ont perdu une bonne part de leurs effectifs. L'Union unitaire des cheminots est tombée de 6.000, lorsque nous étions au secrétariat de l'U. R., à 2.500, avec la gestion démagogique actuelle. Sur le réseau de l'Etat algérien, aux récentes élections au premier degré du Conseil Supérieur, sur 42 élus, seulement 4 unitaires; les autres 38 appartenant soit aux confédérés, soit aux professionnels. Plus significatif encore, 150 cheminots unitaires d'Alger viennent de démissionner en invoquant les méfaits de la direction unique. On parle même d'un nouveau syndicat dont les plus vieux militants des cheminots algériens, et les plus estimés, prendraient la tête.

Avec l'effondrement des syndicats unitaires des cheminots, c'est l'effondrement de la C. G. T. U. en Algérie. Ce n'est pas l'énorme travail fait à Alger par Simonin, comme secrétaire de la Fédération de l'Alimentation, qui l'empêchera. Il n'a pas seulement tenté de reconstituer le syndicat des garçons limonadiers que le sectarisme de son secrétaire Sastre, actuellement secrétaire de l'U. R., a fait disparaître.

⁂

Des attaques comme celles de Simonin, de la *Lutte Sociale* et de l'*Humanité*, ne peuvent que précipiter l'effondrement de la C. G. T. U. en Algérie, en écœurant les militants honnêtes qui s'étaient laissés fanatiser un moment. Ils ne sont pas capables d'avaler cette bourde que depuis que je suis secrétaire du Conseil d'administration de la Bourse du Travail d'Alger, la police est admise dans toutes les réunions syndicales. Depuis que je suis secrétaire, il en va comme avant, et il n'est pas dans mes attributions de faire le cerbère à toutes les réunions syndicales, même unitaires. S'il en est autrement, comment se fait-il qu'aucun syndicat affilié à la Bourse n'ait jamais saisi la Commission Administrative? Bien mieux, comment se fait-il que les membres unitaires de cette Commission n'aient jamais parlé de l'intrusion du célèbre flic Philippini?

Après tout, Simonin a bien fait de parler de cela; cela me permet de le renvoyer à son ami Schmitt, secrétaire du syndicat unitaire des chemins de fer sur routes d'Algérie, qui, non seulement tolère la présence du policier en question dans les réunions tenues en salle close par son syndicat, mais encore l'autorise et même l'engage à y prendre la parole.

Est-ce dans un de nos syndicats qu'on a « battu un ban en l'honneur de M. le Préfet » ? Non, c'est au Syndicat unitaire des peintres, couvé par Teulade. Est-ce l'un d'entre nous qui se pend aux basques du préfet, lui demandant de solutionner, en collaboration étroite avec lui, les questions intéressant son organisation? Toujours non, c'est le fulgurant unitaire Schmitt, partisan de l'action directe pour les autres seulement.

La *Presse Libre*, journal fasciste algérien, a soutenu notre mouvement d'inscrits, donc nous sommes fascistes. Mais, en ce cas, tous les syndicats unitaires qui ont fait grève depuis un an sont fascistes, car ils ont tous été soutenus par la *Presse Libre*. Et si être soutenu par la *Presse Libre*, sans rien faire pour cela, c'est être fasciste, qu'est-ce que c'est d'écrire à la *Presse Libre* des lettres comme celle du secrétaire du syndicat unitaire des peintres, publiée dans son numéro du 20 juin, et qui commençait ainsi : « Lecteur assidu de votre estimé journal, moins riche, certes, que les quotidiens du minotier sénateur, *mais plus riche dans sa sincérité* en défendant le peuple algérien, nous vous remercions de bien vouloir nous suivre dans notre mouvement de grève. » Signé : KAMÈS, secrétaire du syndicat des peintres.

Simonin tombe assez mal en nous accusant d'être vendu au gouvernement, au préfet, à la police, aux radicaux, aux réactionnaires. Il ferait mieux, on le voit, de regarder dans le clan de ses amis. Mais il y a mieux; je raconterai tout à l'heure les malheurs récents de mon insulteur Cazala. Quelques mots avant pour expliquer comment je dus sortir un peu brutalement d'une réunion d'inscrits le communiste Benchemoud.

La fraction communiste avait fait serment d'empêcher notre syndicat d'organiser les dockers indigènes. Il y a trois mois environ, la Bourse du Travail, retenue un dimanche après-midi par les Inscrits, fut envahie par une bande d'énergumènes ayant à leur tête Rieth, alors secrétaire régional, venu pour nous provoquer. Sans le sang-froid de certains Inscrits, des incidents graves auraient pu surgir. Depuis, nous prîmes la résolution de ne pas tolérer dans nos réunions d'étrangers à notre corporation. Un jour, pourtant, Benchemoud, accompagné d'une dizaine d'acolytes, avait pénétré dans notre réunion. Des camarades inscrits leur ayant enjoint de sortir, ils refusèrent. Altercation, brouhaha. J'étais à la tribune, je leur demandai à mon tour de sortir. Comme réponse, des insultes de Benchemoud. Que pouvions-nous faire ? Laisser saboter notre réunion ? Ou vider les intrus ? Cette dernière solution était la seule convenable. Benchemoud trouva ce qu'il était venu chercher. Ces incidents se sont déroulés en pleine grève d'inscrits, après les articles diffamatoires parus dans l'organe communiste de la région, la *Lutte sociale*.

⁂

Le sieur Cazala, secrétaire de la région algérienne du parti communiste, qui a écrit tant d'articles haineux et calomniateurs en pleine grève des inscrits, qui a fait distribuer son organe aux grévistes, cherchant en plein combat à provoquer une fêlure dans le bloc gréviste, aidant ainsi le patronat dans sa volonté de résistance, vient d'être obligé de fuir d'Alger. Dans une réunion publique donnée par le parti communiste, à laquelle tout le prolétariat algérois était convié, il vient d'être accusé de forfaiture par ses propres amis communistes, Laulom, ex-secrétaire de l'U. R. unitaire et membre du P. C., Rochi, ex-membre du Bureau politique du P. C., toujours affilié au parti, Akrich, secrétaire du syndicat unitaire des chauffeurs de taxis, Kamès, secrétaire du syndicat unitaire des peintres, et d'autres encore. Il fut accusé d'avoir reçu des mains du député fasciste Laquière une somme de 45.000 francs, en échange de l'aide reçue aux élections au Conseil général pour triompher de son adversaire socialiste.

Cazala, délégué permanent du P. C., dut fuir sous les huées de la classe ouvrière d'Alger, liquidant ainsi le P. C. en Algérie.

Effondrement de la C. G. T. U. en Algérie, voilà, en vérité, ce qui explique les insultes de Simonin, et la colère de ceux qui le tiennent en laisse. Tous les délégués de la C. G. T. U. qui avaient parcouru l'Algérie s'étaient rendu compte de la lassitude des syndiqués et de leurs militants à l'égard de la direction unique et de la colonisation des syndicats. L'un d'eux, Rousseau, avait eu le courage de le signaler dans un rapport circonstancié. Non pas lassitude de la lutte; on a besoin de militer, mais on ne veut plus le faire dans le cadre de la C. G. T. U., sous l'autorité du parti communiste, bien moins encore dans le cadre de la C. G. T. jugée par trop réformiste et gouvernementale.

Depuis la création de notre Union des syndicats autonomes du département d'Alger et l'action qu'elle mène, les yeux du prolétariat algérien se tournent vers elle; on aspire à ce qu'elle prenne l'initiative de l'organisme central nécessaire au syndicalisme révolutionnaire, débarrassé de toute attache avec les partis; il m'est demandé, de tous les milieux ouvriers d'Algérie, de prendre l'initiative de cette C. G. T. algérienne à laquelle on pense depuis des années déjà.

La création de notre C. G. T. algérienne sera l'œuvre de demain. C'est par l'Algérie, vous le verrez, que commencera enfin la renaissance du Syndicalisme.

SCHIAVO.

LE SURSAUT DES CHEMINOTS ALGERIENS

Les bruits de formation d'un nouveau Syndicat des Cheminots algériens, qu'enregistrait Schiavo au moment où il écrivait sa réponse, sont confirmés; le nouveau syndicat n'est plus à naître, il est né.

Dans un tract, signé des membres de sa Commission exécutive provisoire, les raisons de sa formation sont développées : l'effritement catastrophique de l'organisation unitaire, dû à l'absence totale de toute action revendicative, la fraction communiste n'ayant d'autre souci que de transporter sur le terrain syndical ses desseins politiques et d'évincer par la calomnie les militants qui ne veulent pas la suivre.

Parmi les membres signataires de la Commission exécutive provisoire, on relève la plupart des militants cheminots de la première heure : Mazoyer, l'ancien secrétaire de l'Union Unitaire des Cheminots algériens, emprisonné de 1920; Niéto, ancien secrétaire du Syndicat P.-L.-M. algérien, emprisonné de 1920; Adenot, emprisonné de 1920; Gedda, ancien secrétaire d'Alger P.-L.-M.; Sainton, ancien secrétaire de Blida P.-L.-M., etc., etc.

NOUS AVONS REÇU

CH. DUPRÉ : *La Défense de l'Ecole laïque et le gouvernement.* Rapport au Congrès ardéchois de la Ligue des Droits de l'Homme. 1 fr. 50 (Impr. Bouix et Vidal, Privas);

BARTHÉLEMY DE LIGT : *Contre la guerre nouvelle.* Préface de Marianne Rauze (Rivière, édit.);

JEANNE BOUVIER : *La Lingerie et les Lingères.* Bibliothèque sociale des Métiers, 10 fr. (Doin, édit.);

EMILE GLAY et H. CHAMPEAU : *L'Instituteur.* Bibl. sociale des Métiers, 10 fr. (Doin, édit.);

OTTO BAUER : *Le Socialisme, la Religion et l'Eglise.* (L'Eglantine, Bruxelles);

F.-K. NOWAK : *Versailles* 1919. Trad. de l'allemand par J.-P. Samson. 20 fr. (Cahiers Internationaux, Rieder, édit.);

KARL MARX : *Homme, penseur et révolutionnaire* (recueil d'articles divers et souvenirs collationnés par D. Riazanov). (Edit. sociales internationales);

JEAN JAURÈS : *Pages choisies,* avec introduction par P. Desanges et L. Mériga. 15 fr. (Rieder, édit.);

ANDRÉ PHILIP : *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme,* 18 fr. (J. Gamber, édit.);

E. VANDERVELDE : *Le marxisme a-t-il fait faillite ?* (L'Eglantine, Bruxelles);

M. PARIJANINE : *Le « Krassine » au secours de l' « Italia »,* 15 fr. (Rieder, édit.);

Doctoresse NOÉMI STRICKER : *Rêver, aimer, créer.* 12 fr. (Edit. de la « France Universelle »);

A. BREPSON : *Un gosse.* 12 fr. (Rieder, édit.)

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Faut-il revendiquer la journée anglaise ?

La journée de travail continu, dite « journée anglaise » doit-elle devenir une revendication syndicale ?

On a vu que Poincaré avait décidé de soumettre la journée anglaise à l'étude du Conseil National Economique. Mais ce dernier, avec sa sage lenteur, en a bien pour une paire d'années à émettre son avis, et avant que cet avis, s'il est favorable, devienne réalité, il passera, soyez-en certains, beaucoup d'eau sous les ponts. Tandis que si les organisations syndicales, après étude, prennent cette revendication à leur compte, si elles la posent directement devant le patronat, si elles en poursuivent la conquête avec tous leurs moyens, la journée anglaise verra le jour beaucoup plus rapidement.

⁂

La journée anglaise consiste à effectuer son travail en une seule séance, de six, sept ou huit heures, coupée seulement par une courte pause d'un quart d'heure environ. De la sorte, l'arrivée au bureau ou à l'atelier a lieu une heure plus tard, la sortie une heure plus tôt, et le repas de midi est supprimé.

Loucheur, ministre du Travail, l'a indiqué, l'application de la journée anglaise comporterait la réduction de la journée de travail : un effort consécutif de huit heures serait trop prolongé ; on affirme qu'en sept heures consécutives le rendement ne serait pas moindre ; la journée anglaise serait donc une journée de sept heures.

Mais la suppression du repas de midi — remplacé par un repas substantiel avant de partir au travail — n'aboutirait-elle pas à la suppression de tout délassement au cours du travail ? Le travail consécutif n'aurait-il pas pour but de tirer le maximum des forces de l'ouvrier ?

La journée anglaise apporterait à l'ouvrier plus de liberté. Il pourrait mieux se consacrer à l'organisation syndicale et à son éducation. Mais ne risque-t-il pas de voir disparaître la semaine anglaise, à laquelle il est légitimement attaché ?

La journée anglaise pourrait-elle se revendiquer dans toutes les industries et dans toutes les localités? Certaines corporations la connaissent depuis longtemps. Dans d'autres, elle ne semble pas intéressante. D'autres paraissent susceptibles de s'y adapter très facilement avec profit. Dans les grands centres, il semble qu'on l'adopterait plus volontiers que dans les petites localités où le lieu de travail n'est jamais très éloigné du lieu de l'habitation.

⁂

Nous demandons aux militants des organisations syndicales de nous donner leur avis sur la question. Nous voulons essayer de dégager d'une large consultation des intéressés une opinion commune. A partir du prochain numéro de la R. P. nous publierons les réponses qui seront faites à notre question : « Faut-il revendiquer la journée anglaise ? »

LA LIGUE SYNDICALISTE.

La quinzaine syndicaliste

Le C. C. N. Unitaire et la « radicalisation des masses »

Le Comité national de la C. G. T. U. vient de se réunir. Exceptionnellement, on y avait convoqué les représentants de certaines Unions locales de Syndicats. Oh ! pas de toutes les unions locales, mais seulement de celles qui en avaient paru dignes à la commission exécutive. Depuis les Unions régionales, le Comité confédéral se trouve tellement resserré que les fonctionnaires les plus... fonctionnarisés (il y en a déjà pas mal rue Grange-aux-Belles) sentent de temps à autre le besoin de son élargissement. Mais cet élargissement, laissé à l'initiative et au choix de la Commission exécutive, c'est-à-dire du bureau confédéral lui-même, ne remplace pas le Comité confédéral d'autrefois où les 86 représentants des Unions départementales apportaient régulièrement et librement une opinion formée par l'expérience, et où, avec les secrétaires des Fédérations, ils se sentaient les administrateurs de la C. G. T. U. En fin de la discussion sur la réorganisation syndicale, Berrar, l'un des secrétaires confédéraux, a lâché un aveu de taille. « La C. G. T. U., a-t-il dit, subventionne presque toutes les Unions régionales. Mais la liaison est difficile; certaines Unions régionales ne se tiennent en rapport avec la C. G. T. U. que pour lui demander de l'argent. » Les secrétaires d'Unions régionales peuvent difficilement, dans ces conditions, apporter au C. C. N. une opinion différente de celle du bureau confédéral. Ils sont loin d'avoir la liberté dont jouissaient autrefois les représentants des Unions. Il n'y a pas d'indépendance véritable sans indépendance financière, et sans indépendance, il ne peut y avoir de discussion véritable. Les « subventionnés » tiennent par-dessus tout à ne pas perdre leur subvention.

Les Unions régionales placées dans un tel état de sujétion vis-à-vis de la C. G. T. U., cela explique parfaitement que les C. C. N. d'aujourd'hui ne soient que des machines à ratifier les idées, les « dadas », les décisions et les mots d'ordre du bureau confédéral. Sans connaître cette particularité de la structure de la C. G. T. U., on ne peut, en effet, comprendre comment, sur une question comme celle de la « radicalisation des masses », une assemblée de militants qui sont en contact avec ces masses a pu approuver l'opinion de Monmousseau qui déclara, à ce C. C. N., que ses perspectives avaient reçu une confirmation éclatante.

Eh bien ! malgré toutes les précautions oratoires, malgré les nombreuses affirmations d'accord avec le « dada » de Monmousseau (affirmations faites comme on trempe la main dans le bénitier, comme on fait le signe de la croix, en pénétrant dans une église), ce n'est pas une « confirmation éclatante » qu'ont apportée les interventions des délégués de la province ; c'est un démenti cinglant.

Matton croyait « avoir radicalisé » les inscrits de Marseille. Mais ils se sont tournés vers les chefs réformistes, Bourneton, de Béziers, constate que de nombreux mouvements nous échappent. Crozet, d'Orléans, ose dire que contrairement aux perspectives du Congrès de Bordeaux, il y a une certaine amélioration de la conjoncture économique. « Mais souvent les ouvriers ne bougent pas, déclare Perrouault, de l'Est ; quand on s'écarte des revendications les plus immédiates, on s'éloigne des masses. » Beaujard indique que les préférences de l'Union locale du Mans vont à l'agitation clandestine. Chambon pense qu'en 1928, il n'y a plus de doute sur le rôle des chefs confédérés, mais « pourtant les ouvriers lyonnais n'ont pas encore compris ».

Lisez et relisez dans le compte-rendu de la *Vie Ouvrière* les interventions des secrétaires d'Unions, vous y trouverez des dizaines d'affirmations de ce genre, et vous vous convaincrez que nous sommes encore bien loin de la « radicalisation des masses » prophétisée par Monmousseau. Il n'y a que Monmousseau qui n'en est pas encore convaincu.

Un Comité national qui aurait été autre chose qu'une réunion de « subventionnés » l'aurait contraint à regarder les choses en face, telles qu'elles sont dans la réalité, donc à reconnaître son erreur.

Je vais encore me faire traiter de pessimiste. Mais j'admire ceux qui peuvent être, soit pessimistes, soit optimistes, à leur gré. Si les faits sont tels qu'on ne puisse conclure à la « radicalisation » des masses, il vaut mille fois mieux le reconnaître que de les voir tels qu'on voudrait qu'ils soient.

Quels seraient les signes d'une « radicalisation » des masses? En premier lieu le déclenchement de grandes grèves. Or, force est bien de reconnaître que la grève du Textile d'Halluin ne s'est pas étendue, que les efforts pour entraîner Lille, Roubaix et Tourcoing n'ont pas abouti. La grève est maintenant localisée à Halluin, où elle durera longtemps et où elle a, c'est entendu, des chances de se terminer, en fin de compte, par un succès. Mais le fait qu'elle n'a pu dépasser Halluin montre que les ouvriers des autres centres du Textile du Nord ne sont pas encore « radicalisés », qu'ils suivent toujours les vieilles organisations, qu'ils ont obéi à leur mot d'ordre honteux de continuer le travail. Quant à la grève dans le Textile de Rouen, la voilà finie, sans aucun résultat tangible ; c'est une défaite.

En deuxième lieu, la « radicalisation des masses » suppose des mots d'ordre plus « radicaux » que l'augmentation des salaires. S'ils étaient « radicalisés » Perrouault, les ouvriers de l'Est ne s'enfuiraient pas dès que l'on quitte le terrain des revendications les plus immédiates. S'ils étaient « radicalisés », les ouvriers du Textile du Nord auraient certainement fixé à leur grève des objectifs plus élevés que les dix sous. S'ils étaient « radicalisés », les ouvriers de tout le pays reprendraient confiance dans les organisations syndicales, alors que souvent ils mènent leurs petits mouvements partiels en dehors d'elles.

Certes, il y a une augmentation du nombre des grèves. L'augmentation du coût de la vie en est la cause. Instinctivement, on réclame une augmentation de salaires. L'esprit de lutte renaît. Mais il renaît seulement. L'esprit d'organisation, lui, est encore à renaître. La confiance dans les organisations syndicales est loin d'être revenue. Et encore faut-il ne pas s'exagérer l'augmentation du nombre des grèves. Depuis 1927, ce nombre n'a pas doublé.

Au Congrès de Bordeaux, Monmousseau a basé sa réplique aux militants de la minorité sur une divergence d'appréciation en ce qui concerne la stabilisation du système capitaliste. Est-il besoin de Monmousseau pour savoir qu'il ne peut y avoir de stabilisation définitive du système capitaliste ? Ce système porte en lui les germes de la crise dans laquelle il s'effondrera. Mais je ne suis pas d'accord avec Monmousseau sur le caractère de la période actuelle. Lui voit la grande crise du capitalisme près d'éclater, la guerre et les bouleversements révolutionnaires pour demain. De là son dada de la « radicalisation des masses » car il est évident que si le capitalisme est à la veille de disparaître, les masses sont, elles, prêtes à lui porter le coup décisif.

Je crois que nous vivons dans une tout autre période, dans une période d'entre deux grandes crises, dans une période de stabilisation momentanée du système capitaliste, au cours de laquelle les germes de la grande crise, c'est certain, se développeront, mais se développeront lentement. Quand la grande crise éclatera-t-elle ? Je n'en sais rien, mais je sens bien qu'elle n'éclatera pas demain, ni après-demain.

Dans une telle période, l'objectif principal des organisations syndicales doit être de regagner la confiance

de la classe ouvrière en menant à bien les mouvements revendicatifs partiels, en développant sans cesse l'esprit de lutte, en retenant la classe ouvrière dans des syndicats habitables pour tous. Monmousseau lui, fait tout le contraire, il fixe aux organisations syndicales des objectifs beaucoup trop en avant. Oui, il faut toujours faire le « pas en avant ». Mais, des « pas en avant », Monmousseau en fait toujours deux, trois, dix... Il se perd dans les nuées. Il démoralise la classe ouvrière. Il démolit son organisation en lui imposant son esprit de secte. Il travaille pour les réformistes.

Monmousseau voit la guerre et la révolution pour demain, il voit la « radicalisation des masses » comme étant accomplie, alors que se manifestent seulement les premiers symptômes d'une renaissance de l'esprit de lutte de la classe ouvrière. Vouloir entraîner celle-ci derrière des mots d'ordre issus d'une fausse appréciation des faits, cela aboutit à saboter cette renaissance, et à saboter la lutte ouvrière elle-même.

⁂

Salaires et rationalisation

Dans son intervention au Comité national de la C. G. T. U., Monmousseau a déclaré : « Il faut maintenant briser la mystique selon laquelle la question des salaires est fonction du coefficient du coût de la vie. » Vous allez me dire que je ne suis pas bien malin, car j'avoue ne pas avoir compris tout de suite. Mais Monmousseau a poursuivi : « Il faut que la masse des ouvriers réclame le rapport le plus exact possible de son effort productif. » Tout s'éclaire ! Il faudrait maintenant baser les revendications de salaires sur la production.

N'est-ce pas là un terrain dangereux entre tous ? Calculer le salaire par rapport à la production fournie, c'est créer une liaison intime entre l'exploitant et l'exploiteur, c'est persuader ce dernier que son intérêt est de produire le plus possible afin de gagner le plus possible ; le patron ne demandera pas mieux. C'est engager par avance l'ouvrier à supporter en commun avec le patron les conséquences de la concurrence et des crises qui peuvent survenir dans l'entreprise.

C'est introduire dans la classe ouvrière un germe de division redoutable ; c'est la négation de tous les efforts vers l'unification des salaires.

Monmousseau explique : « Même les catégories relativement privilégiées ne peuvent s'adapter à un travail forcené, exigé par la rationalisation, qu'en utilisant de nouveaux moyens de subsistance... » Je ne vois pas grande différence entre cette affirmation du secrétaire de la C. G. T. U. et la thèse de Jouhaux, d'après laquelle les ouvriers doivent accepter la rationalisation parce qu'elle entraîne les hauts salaires.

Mieux, une « émouvante rencontre » s'est produite sur ce point entre Monmousseau et les exploitants des mines d'Anzin, du Nord et du Pas-de-Calais, qui viennent de déclarer à Tardieu : « Qu'ils procèderont avec les délégués des Syndicats, à un échange de vues sur un rajustement de salaires établis en corrélation avec l'augmentation des rendements. » (« Peuple », 10 novembre).

Monmousseau d'accord avec les exploitants miniers du Nord et du Pas-de-Calais ! D'accord pour adapter désormais les salaires, non au coût de la vie, mais à la production. D'accord pour berner le prolétaire en le déterminant en fait, tout comme Jouhaux, à accepter la rationalisation.

Et Racamond, autre secrétaire confédéral, n'a pas craint de déclarer à ce propos : « Il faut dire rationalisation capitaliste, car nous ne sommes pas contre les progrès techniques... » Le système Taylor, élément principal de la rationalisation, grand abrutisseur d'ouvriers, serait-il pour nos dirigeants confédéraux, un « progrès technique » ? On voit bien qu'ils n'y sont pas soumis.

M. CHAMBELLAND.

Un débat sous le boisseau

Un récent Comité national du Bâtiment Unitaire a eu à examiner l'attitude du bureau fédéral, à propos de la manifestation aux obsèques des victimes de l'effondrement de Vincennes. *L'Humanité* du 30 octobre nous a appris que, sur l'exposé fait à ce sujet par Brout, des « débats très importants » s'étaient greffés. Et elle ajoutait : « Nous en parlerons ultérieurement. »

Or, elle n'en a jamais parlé.

Pourquoi ce silence?

Tout simplement parce que de très vives critiques ont été adressées au bureau fédéral.

Il lui fut principalement reproché d'avoir décidé de lui-même, sans consultation des syndicats ni des délégués de chantiers, que les ouvriers du bâtiment chômeraient le jour des obsèques et se rendraient à Vincennes. Le manque de temps ne pouvait être invoqué puisqu'il s'était écoulé une semaine entre l'effondrement et les obsèques : on avait la possibilité d'une large consultation des syndicats avant toute décision. Mais on a prétendu ordonner.

Résultat : le chômage fut très restreint. Un syndicat aussi important que celui des terrassiers refusa de s'associer au mot d'ordre du bureau fédéral, regimbant contre ses procédés dictatoriaux.

Les militants du Bâtiment parisien en sont arrivés à se demander si c'est maintenant au tour de leurs organisations de servir de cobayes pour les expériences des dirigeants du Parti Communiste et de la C. G. T. U.

Le bureau fédéral du Bâtiment aurait voulu démolir les organisations parisiennes qu'il ne s'y serait pas pris autrement.

COURRIER DE LA LIGUE

Bordeaux, 10 novembre.

Je suis furieux de ce qui vient de se passer à notre assemblée de grève des dockers. Jusqu'à ce jour les choses se passaient normalement. Le Comité de grève, constitué de syndiqués de toutes les tendances, donnait à la grève une bonne attitude. Mais ce matin, Herclet a dit qu'il était nécessaire que les représentants des organismes centraux entrent dans le Comité de grève au moment où les pourparlers allaient s'engager avec le patronat, qu'il craignait des manœuvres. Ça a fait du beau. Le président abandonne son poste, le Comité de grève déclare que si la proposition Herclet est acceptée, il démissionne. Des camarades interviennent pour dire que si la désunion est mise dans les rangs grévistes la grève en sera affaiblie et si elle échoue le délégué de la C. G. T. U. en supportera les conséquences.

Si j'étais quelque chose dans les légumes, je demanderais qu'on rappelle vite Herclet à Paris et qu'on l'enferme dans son bureau chaque fois qu'il y a un conflit. Ce serait bien assez qu'on le lâche pour les Congrès confédéraux où il excelle à discourir et à boxer contre la minorité.

⁂

Saint-Etienne, novembre.

Lors d'une dernière réunion de la Ligue, nous avons décidé d'organiser des causeries. En voici le plan :

I. — Le syndicalisme révolutionnaire, organe essentiel de l'émancipation ouvrière.
II. — L'organisation patronale.
III. — Les grands courants du Capitalisme.
IV. — La Démocratie impuissante.
V. — Le néo-syndicalisme de la C. G. T. Celui de la C. G. T. U. Les conditions de l'unité syndicale.
VI. — L'expérience russe.
VII. — Historique du mouvement ouvrier.
VIII. — La Première Internationale.
IX. — La Commune.
X. — Le mouvement ouvrier dans la Loire.
XI. — Lemouvement ouvrier vers 1830. L'insurrection lyonnaise.
XII. — Les partis politiques et la Révolution.

Nous commencerons très prochainement.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

VENDREDI 26 OCTOBRE. — La grève du Textile de Seine-Inférieure, déclenchée à Darnétal, s'étend à Rouen.

— Les inscrits de Marseille votent la reprise du travail pour le 30.

SAMEDI 27. — Audition des représentants de la Fédération des fonctionnaires au Conseil national de la Fédération postale confédérée.

DIMANCHE 28. — Incidents à l'inauguration du monument Combes à Pons ; un camelot du roi tué par un garde mobile.

— A Douai, manifestation des mineurs du Nord.

Etats-Unis. — Une revue publie la preuve irréfutable de l'innocence de Sacco et de Vanzetti.

LUNDI 29. — Important débat au Comité National du Bâtiment sur la manifestation de Vincennes.

MARDI 30. — Inauguration de la ligne de chemin de fer Nice-Coni.

JEUDI 1er NOVEMBRE. — A Bourges, arrestation de Cornavin pour « délit de presse ».

— Grève générale des « traminots » de Tunis.

Allemagne. — Application du lock-out de la métallurgie de la Ruhr.

— Retour d'Amérique, le dirigeable *Comte-Zeppelin* atterrit à Friedrischafen.

VENDREDI 2. — Tardieu décide une augmentation — insuffisante — des salaires des cheminots.

— Effondrement d'un immeuble en construction aux Champs-Elysées.

SAMEDI 3. — A Bordeaux, le port est occupé par la gendarmerie.

— Mise en liberté provisoire des inculpés de l'affaire des titres hongrois.

DIMANCHE 4. — Le Comité National des Métaux confédérés enregistre la démission de Labe.

LUNDI 5. — Au Comité central du parti communiste discussion sur le « danger de droite ».

— Condamnation de l'Union nationale au Congrès radical d'Angers.

MARDI 6. — Démission des ministres radicaux, suivie de la démission du cabinet Poincaré.

— Rentrée des grévistes du Textile de Rouen.

Etats-Unis. — Election présidentielle : succès du candidat républicain Hoover.

MERCREDI 7. — Entrée en grève des chauffeurs-camionneurs du port de Bordeaux.

— Le Comité national des services publics confédérés condamne la résolution des employés tendant à supprimer le droit de grève dans les services publics.

JEUDI 8. — La Chambre repousse l'amnistie; elle vote la déchéance des Alsaciens Ricklin et Rossé.

— A Bordeaux, Leboursier, délégué de la C. G. T. U., est arrêté.

Mexique. — Condamnation à mort de l'assassin d'Obregon.

VENDREDI 9. — Poincaré est chargé de former le nouveau cabinet.

SAMEDI 11. — Entrevue du vieux syndicat des mineurs du Nord avec Tardieu.

Les mineurs de fer de l'Est préparent la grève générale

Voilà un an que les mineurs de fer de la région de l'Est ont déposé des revendications tendant à l'institution d'un bordereau de salaires par une commission paritaire et comportant le principe d'une augmentation de 5 francs par jour. Las d'attendre une réponse patronale qui ne vient pas, ils ont voté, le 28 octobre dernier, une résolution disant :

Tenant compte de la décision du Conseil national fédéral de tenter une dernière démarche auprès des exploitants, en vue du règlement favorable des revendications présentées, le Conseil général du Syndicat prend acte de cette décision et de la convocation, à brève échéance, d'une nouvelle réunion du Conseil national de la Fédération (Confédérée) du sous-sol pour connaître les réponses patronales et, en cas de refus, déterminer l'action à entreprendre.

Le Comité général enregistre que l'appel qu'il a lancé aux mineurs de fer de la région a reçu un accueil favorable. Dans ces conditions, confirmant sa résolution d'action, il décide qu'en cas de refus du patronat la décision de grève générale sera appliquée. Aussitôt la réunion du Conseil national fédéral et la réponse patronale connue, les différents centres miniers seront avisés de la date de la cessation du travail ;

Considérant, d'autre part, qu'un mouvement de cette nature exige une certaine préparation, il engage tous les travailleurs de la corporation à mener une propagande active, dans leur milieu respectif, en vue d'assurer son plein succès ;

Le Comité général décide que, d'ici la réunion du Conseil national, une campagne d'agitation et de propagande sera faite dans tous les centres, par voie d'affiches, de tracts et de réunions ;

Il rappelle aux ouvriers mineurs et similaires (quelle que soit leur tendance) que de leur action coordonnée et méthodique dépend la réalisation des revendications présentées.

⁂

Pour le droit de grève dans les Services publics

La Fédération confédérée des Employés, dont nous avons reproduit ici-même la résolution relative à l'arbitrage obligatoire et au droit de grève dans les Services publics, vient de recevoir une verte réponse. C'est une organisation confédérée qui la lui donne, la Fédération des Services publics :

Le Comité national de la Fédération des Services publics, examinant les conclusions du débat qui s'est déroulé au cours du dernier Congrès de la Fédération nationale des employés sur la réglementation des conflits du travail, et notamment la dernière partie de ces conclusions tendant à supprimer en fait le droit de grève dans les Services publics et posant le principe de l'arbitrage obligatoire en ce qui concerne les conflits qui pourraient naître entre les travailleurs de certains Services publics et leurs employeurs.

Considérant que s'il ne faut pas confondre le droit de coalition avec le droit syndical, le premier n'en constitue pas moins, non pas un droit librement consenti aux travailleurs, mais la confirmation d'un état de fait imposé par ceux-ci au gouvernement à la suite de luttes longues et pénibles ;

Que ce droit de coalition et de grève constituant une des armes les plus puissantes du prolétariat, il importe que les organisations syndicales s'attachent à le conserver dans son intégralité.

Dès lors, le Comité national de la Fédération des Services publics s'étonne qu'une organisation ouvrière confédérée, sortant de la réserve habituellement observée par les Fédérations vis-à-vis de problèmes concernant plus particulièrement les Fédérations voisines, ait cru devoir prendre l'initiative de la limitation d'un droit conquis par la classe ouvrière au prix de longues années de luttes.

Ayant, d'autre part, conscience de ne jamais avoir séparé l'intérêt général de la population de l'intérêt particulier de ses mandants ;

N'ayant jamais discuté l'opportunité des moyens d'action auxquels les travailleurs des autres corporations peuvent juger utile d'avoir recours et qui peuvent, au même titre que ceux pouvant être envisagés par les travailleurs de certains services publics, être préjudiciables à la sécurité, à l'hygiène ou à la santé de la collectivité ;

La Fédération des Services publics entend revendiquer des autres corporations une confiance pleine et entière quant à l'opportunité des moyens d'action que ses mandants peuvent avoir à décider, à un moment donné des luttes qu'ils ont à mener et croit n'avoir rien à se reprocher qui puisse permettre à une Fédération voisine de prendre l'initiative d'une limitation de ces moyens d'action ;

Acceptant le principe du recours obligatoire à la tentative de conciliation, qu'il ne faut pas confondre avec la conciliation obligatoire, le Comité national de la Fédération des Services publics se déclare nettement hostile à l'arbitrage obligatoire pour quelque catégorie de travailleurs que ce soit ;

Pour ce qui concerne les travailleurs des Services publics, elle affirme leur droit absolu à user dans le cas où des circonstances impérieuses les y contraindraient et déclare que seuls ils restent juges des limitations à apporter à l'exercice de ce droit dans leur corporation.

Remarquons que le *Peuple* a jugé prudent d'échopper le paragraphe que nous avons mis en italique, tandis que le *Populaire* a reproduit la résolution en son entier.

***

Qui montera dans la prochaine charrette ? Un bout d'article de Semard, puis le compte rendu du Comité central du Parti, puis un manifeste dudit Comité central pour « ouvrir la discussion » ont révélé aux adhérents du Parti communiste français qu'un grave et important « danger de droite » les menaçait. Quel est ce danger ? Qui le représente ? Voici ce qu'on a pu lire, dans l'*Humanité*, à ce sujet :

Thorez a analysé les erreurs de droite dans le Parti français et montré qu'elles n'étaient pas fortuites mais procédaient d'une ligne générale fausse basée sur une incompréhension de la situation économique et politique. Puis il a précisé la nécessité d'une large discussion dans notre Parti, en torpeur, sur des problèmes aussi importants que la conjoncture économique et le contenu de l'Union Nationale, la prise de contact avec les couches les plus exploitées de la masse, l'application des décisions du 4e Congrès de l'I. S. R., la préparation de nos manifestations, etc.

Notre camarade a posé nettement le problème de la direction du Parti, qui est celui d'un Bureau politique plus homogène constitué sur une ligne précise et d'un renforcement de nos cadres avec élimination des éléments sceptiques ou bureaucratisés.

Un large débat s'est institué. Doriot a expliqué comment les fautes commises l'avaient été, par l'ensemble de la direction, et a protesté contre l'élimination de camarades sans discussion approfondie.

Villate, parlant de la lutte de l'ancienne direction de la R. P. contre l'opportunisme, a déclaré que la direction du Parti, en fonçant sur le soi-disant gauchisme, s'abandonnait à la droite. Bernard assure que la caractéristique de la droite est mal établie, car le travail a été collectif dans la direction, et ses fautes doivent être supportées par tous. Semard a répliqué à ces trois camarades qu'ils posaient mal la question sur un terrain personnel, au lieu de préciser leur position erronée après la lettre ouverte, et qu'ils maintiennent encore.

La gestion du B. P. intérimaire a été présentée par Bouthonnier, qui a montré que les échecs de cet été étaient surtout dus à la faiblesse du Parti sous-estimant les dangers de guerre et les luttes économiques du prolétariat. Doriot est à nouveau intervenu pour apporter des propositions sur les tâches du Parti, afin de montrer que la classification du danger de droite était mauvaise. Il s'est déclaré d'accord avec la politique de redressement préconisée par le VIe Congrès, mais pas avec les modifications envisagées dans la direction. Doriot appliquera loyalement les décisions de l'I. C., mais refuse de jouer le rôle d' « arbitre » au sein du B. P.

Au nom des Jeunesses, Billoux a analysé les faiblesses du Parti, surtout dans la lutte contre la guerre, et fait des suggestions précises pour grouper les masses derrière nous dans cette lutte. Bourneton a demandé une définition plus sérieuse des désaccords entre membres du B. P., d'ailleurs le meilleur moyen d'en préciser le contenu, c'est de passer à l'application des résolutions du congrès mondial, cela vaudra mieux que des classements arbitraires. Cette argumentation a été appuyée par Kirsch qui voudrait une plus large discussion à la base stimulée par la direction.

Galopin a répondu à ces deux camarades en précisant la nature des désaccords déjà anciens entre deux fractions de la direction qui correspondent bien à deux lignes différentes (questions de la répression, des dangers de guerre, caractère de la crise capitaliste analysée par la lettre ouverte, résistance à l'application de la tactique du Parti, appréciation de la radicalisation des masses, problèmes syndicaux, etc.). Puis il a souligné les dangers d'opportunisme dans le Parti.

***

Le conflit anglo-américain Louzon nous a montré les principaux antagonismes d'où peut sortir la guerre. Nous devons en suivre le développement. Notons donc cette communication de son correspondant de Londres qu'a publiée *Le Temps* du 18 octobre :

Un violent réquisitoire contre les Etats-Unis dans leurs rapports avec l'Angleterre a été prononcé hier par un député conservateur de Londres, M. Samuel, membre du conseil d'administration de la Société Shell, à une réunion du club 1912.

M. Samuel a rappelé que les Etats-Unis, après avoir poussé à la constitution d'une Société des nations s'en sont désintéressés; qu'après avoir persuadé l'Angleterre d'abroger son traité d'alliance avec le Japon « ce qui fut une erreur fatale », ils l'ont entraînée à conclure un nouvel accord relatif à la Chine en vue d'une action commune par l'Angleterre, le Japon et les Etats-Unis, mais qu'ensuite, il ont de nouveau abandonné leurs amis dès le début des derniers troubles de Chine. En effet, les Américains ont refusé de se joindre à l'Angleterre et au Japon en vue d'une action commune, mais ont profité de la situation pour se poser en seuls vrais amis de la Chine. Ce sont eux qui empêchèrent l'intervention des alliés en Chine; ce sont eux encore qui ont joué le rôle principal dans l'organisation du boycottage contre l'Angleterre en Chine.

M. Samuel a déploré l'abandon par l'Angleterre de la concession de Hankéou et exprimé l'espoir qu'elle ne ferait pas la même erreur pour la concession qu'elle possède à Shanghaï.

Parlant du compromis naval franco-britannique, M. Samuel a déclaré :

Il n'y a absolument rien dans cet accord naval anglo-français qui puisse causer le moindre préjudice aux Etats-Unis, ni à aucun autre pays. Les Etats-Unis ont demandé une flotte égale à celle de la Grande-Bretagne, mais ils ne veulent pas que notre pays construise le nombre de navires qu'il lui faut pour la défense de son vaste empire colonial. Toute cette agitation, conclut M. Samuel, est purement politique et dirigée contre les intérêts de l'Angleterre. Il nous est impossible de nous fier aux Etats-Unis.

***

Le régime agraire du Mexique Comme complément à ce que la *R. P.* a publié dernièrement sur le meurtre d'Obregon, voici quelques précisions sur la situation agraire du Mexique, empruntées au volume de Max Sorre dans la *Géographie Universelle* de Vidal de la Blache et Gallois :

La grande *hacienda* avec son cortège de *peones* attachés à la propriété se présente comme une suvivance féodale. L'Indépendance a bien pu modifier le rapport juridique du travailleur et du maître: dans la pratique, la subordination a longtemps persisté. Même dans Michoacan, un des Etats agricoles les plus riches, on trouvait encore en 1910 deux domaines atteignant 100.000 hectares et 145.739 hectares. Le nombre des personnes attachées à l'exploitation peut s'élever à 3.000. Malgré l'abolition des majorats, la très grande propriété s'est

maintenue. Le régime s'est même aggravé dans les dernières années du XIXe siècle par des concessions abusives.

Plus ancienne encore que la grande propriété est la propriété collective, — villages d'Indiens de type communautaire plus ou moins altéré. La réforme de Juarez en 1854 décréta sa suppression pure et simple. Dans beaucoup de régions du Centre et de la Misa du Sud, où l'élément indigène et l'élément métis étaient forts, les mœurs l'emportèrent sur la loi. L'article 27, paragraphe VI, de la dernière Constitution (1915) constate la survivance de cette propriété collective (*ejidos*) et lui rend son existence juridique.

On a calculé qu'à la fin du régime de Diaz 96 % des familles rurales étaient sans propriété réelle. La Constitution de 1915 et les lois qui ont réglé son application ont pris pour objet de reviser la distribution du sol, de développer aux dépens des *haciendas* la petite propriété, de restituer aux communautés indigènes leurs terres collectives ou *ejidos*. De 1915 à la fin de 1924, 1.985.353 hectares ont ainsi changé de mains, 303.491 à titre de restitutions, 1.681.862 à titre de dotations. Le transfert de 2.657.076 hectares attendait encore l'autorisation présidentielle.

ENTRE NOUS

NOUS NE SOMMES PAS CONNUS

C'est un fait, malgré ses quatre ans d'existence, la Révolution Prolétarienne *n'est pas connue. Hier, c'était un bon militant de Montpellier qui ignorait son existence, aujourd'hui c'en est un du Vaucluse qui nous dit sa joie de l'avoir découverte il y a quelques mois :*

Il y a quelques mois, je ne connaissais pas cette revue. Elle est venue me montrer que l'esprit vraiment syndicaliste existe encore en France, et m'apporter un profond encouragement dans la lutte pénible qu'il faut soutenir dans nos syndicats contre les noyauteurs communistes et contre le syndicalisme de gouvernement qui caractérise de plus en plus la C. G. T.

Il y a des milliers de camarades dans ce cas. Comment les toucher ? Nous ne pouvons faire ni publicité coûteuse, ni envoi massif de numéros. Nous sommes obligés de compter sur nos amis. C'est à eux de nous indiquer des « possibles », c'est eux qui peuvent faire connaître la R. P. dans leur cercle d'activité ou de relations. Quelques-uns s'y emploient et leurs initiatives méritent d'être signalées.

Ainsi, Delsol a fait reproduire dans l'organe corporatif des gaziers de banlieue la Conférence de Philip sur la rationalisation. Voilà quelques milliers de syndiqués qui auront entendu parler de la R. P. pour la première fois. Peut-être dans le nombre quelques militants voudront-ils la connaître mieux en s'abonnant.

Jacquet, du Rhône, plutôt que de prendre un abonnement de soutien, demande de lui servir deux abonnements :

Le premier sera pour ma collection ; le second ira à la propagande. Les articles de la R. P. irons secouer tel ou tel ami, tel ou tel adversaire d'une façon plus spéciale. Et vous recevrez 10 francs par mois, représentant mes abonnements et ma souscription pour l'œuvre entreprise. Je souhaite avoir des imitateurs afin que la R. P. double rapidement son tirage.

Delsol et Jacquet auront évidemment des imitateurs. Mais d'autres moyens encore surgiront de l'initiative de nos amis. Surtout d'autres listes de « possibles » continueront à nous parvenir. La chasse aux abonnés continuera en décembre ; il faudra même l'activer en janvier.

LES POSSIBLES RECALCITRANTS

Dommage que nous ne disposions pas de place pour publier diverses lettres de refus d'abonnement. Elles sont savoureuses ; le Dr Aymé, de Cavaillon, nous dit : « Tout ce qui n'est pas le P. C. est contre-révolutionnaire. Je ne puis donc en payant votre revue soutenir la contre-révolution. » Venturini, de Tunis, nous appelle la « Révolution intellectuelle » et dit que « notre tâche est de saboter les conquêtes de la Révolution russe à laquelle il est attaché profondément ». Durandeu, de Béziers, qui a passé trois mois en Russie l'an dernier, nous reproche de dénigrer la Russie. S'il y était resté des années, comme nos correspondants, il tiendrait un autre langage. Voilà pour les cagots du communisme.

Par contre, des camarades comme Barriquand, de Roanne, nous reprochent, eux, d'avoir jadis donné la Vie Ouvrière *aux « diviseurs de la classe ouvrière et d'avoir jeté un trouble profond dans l'élite ouvrière ». Costel, des communaux de la Seine, écrit : « J'ai rallié la vieille C. G. T. que l'on n'aurait jamais dû quitter, et je ne veux, en aucune façon, tenter de gêner sa marche et son développement. »*

Pris entre deux variétés de fanatiques, nous continuerons notre travail de redressement du mouvement qui n'est possible qu'avec des militants qui veulent comprendre par eux-mêmes. Il en existe encore. Nous en formerons d'autres.

IL NE FAUT PAS S'ENDORMIR

Ce n'est pas une raison de s'endormir parce que nous avons surmonté les difficultés financières de la période d'été. Elles auraient vite fait de revenir si les renouvellements d'abonnements tardaient ou se faisaient mal, si le nombre d'abonnés nouveaux ne grimpait pas, si les abonnés de soutien se faisaient tirer l'oreille pour verser leurs 100 fr. ou leurs 1.000 fr., si les souscriptions se ralentissaient, en un mot, si tous ceux qui désirent que la R. P. vive et grandisse se rendormaient à nouveau.

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Louise Rivet (Loire), 10 ; De Groote (Seine), 10 ; Marcelle Pommera (Seine), 20 ; Jean Chaput (Seine), 5 ; Bachet (Seine), 4 ; Decelle (Belgique), 2 fr. 40 ; Marguerite Poulier (Rhône), 10 ; A. Geerts (Belgique), 10 ; René Lafon (Basses-Pyrénées), 10 ; A. Delhermet (Hte-Loire), 10 ; Marcel Finas (Rhône), 10 ; Marie Guillot (Saône-et-Loire), 20. — Total : 121 fr. 40.

Rectification. — Dans la liste du dernier numéro, lire : Béranger (Seine), 25 fr. au lieu de : 10 fr. Le total de la liste reste d'ailleurs le même, soit 311,80.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 2 ; Seine, 5 ; Seine-et-Oise, 1 ; Seine-et-Marne, 1 ; Allier, 1 ; Bouches-du-Rhône, 1 ; Cantal, 2 ; Cher, 1 ; Drôme, 1 ; Finistère, 4 ; Gironde, 1 ; Indre, 1 ; Loire, 4 ; Pas-de-Calais, 2 ; Rhône, 2 ; Savoie, 1 ; Haute-Savoie, 3 ; Seine-Inférieure, 3 ; Tarn, 1 ; Var, 1 ; Haute-Vienne, 1 ; Belgique, 1. — Total : 40.

A PROPOS DU CONGRES DU VERRE

On prétend que le compte rendu que j'ai fait de ce Congrès est inexact et que je ne bénéficie, pour une pareille incartade, que de la loi de sursis.

Il arrive toujours de se tromper, aussi j'ai tenu à contrôler à nouveau les renseignements donnés. (Il serait à souhaiter que tous les militants aient les mêmes scrupules). Or, les militants responsables, consultés, ont confirmé pleinement mes informations. Mieux, l'organe fédéral du verre a été bien au-delà de ma pensée.

Je maintiens donc absolument mon article. Les menaces, directes ou indirectes, n'ont aucune influence sur moi, et j'entends bien continuer à dire la vérité et à exposer mon point de vue. — LUCIEN MARZET.

Le Gérant : V. GODONNÈCHE



Imp. LABOR, 8, boul. de Vaugirard, Paris

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Jacques DELAMAIN. — **Pourquoi les oiseaux chantent** (Stock) ... 12 fr.
René LALOU. — **Histoire de la littérature française contemporaine de 1870 à nos jours.** — Edit. 1928 (Crès) ... 18 fr.
Elie TOLSTOI. — **Tolstoï,** Souvenirs d'un de ses fils (Calmann) ... 9 fr.
André CHAMSON. — **Le crime des justes** (Grasset) ... 12 fr.
André MAUROIS. — **Climats** (Grasset) ... 12 fr.
André MALRAUX. — **Conquérants** (Grasset) ... 12 fr.
Romain ROLLAND. — **Les Léonides** (Michel) ... 12 fr.
Jack LONDON. — **Le cabaret de la dernière chance** (Crès) ... 12 fr.
Roland DORGELES. — **Le cabaret de la belle femme** (Michel) ... 12 fr.
Georges DUHAMEL. — **Les sept dernières plaies** (Mercure) ... 12 fr.
Valentin KATAEV. — **Rastratchiki** (N. R. F.) ... 12 fr.
Joseph CONRAD. — **La flèche d'or** (N. R. F.) ... 12 fr.
Julien BENDA. — **Mon premier testament** (N. R. F.) ... 9 fr.
Anatole FRANCE. — **Œuvres complètes,** tome XVII (inédits) : **Rabelais, Auguste Comte, Pierre Laffitte** (Calmann) ... 45 fr.
Constantin WEYER. — **Un homme se penche sur son passé** (Rieder) ... 12 fr.
Bernard LAZARE. — **Le Fumier de Job** (Rieder) ... 10 50
I. ZANGWILL. — **Comédies du Ghetto** (Rieder) ... 12 fr.
Maurice PARIJANINE. — **Le Krassine au secours de l'Italia** (Rieder) ... 15 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Jean JAURES. — **Pages choisies;** nouvelle édition avec introduction et notes de Paul DESANGES et Luc MERIGA (Rieder) ... 15 fr.
Jean JAURES. — **Le calendrier de la Révolution du 1er Vendémiaire An I de la République Française une et indivisible** (22 septembre 1792) (éd. Boto) ... 6 fr.
P. DESFEUILLES. — **La Tunisie « Monographie économique »** (Pierre Roger) ... 5 fr.
Dans la même collection : **Indochine, Brésil, République-Argentine, Mexique, Canada, Etats-Unis, Japon.**
Général L. SIKORSKI. — **La campagne Polono-Russe de 1920** (Payot) ... 25 fr.
Edouard BENES. — **Souvenirs de guerre et de révolution (1914-1918),** tome I (Ernest Leroux) ... 60 fr.
OSSIP-LOURIE. — **La philosophie de Tolstoï suivie de ses pensées** (Alcan) ... 14 fr.
Alexandre KERENSKI. — **La Révolution russe.** — 12 mars-14 novembre 1917 (Payot) ... 25 fr.
Otto BAUER. — **Le socialisme, la religion et l'église** (L'Eglantine) ... 15 fr.
Emile VANDERVELDE. — **Le Marxisme a-t-il fait faillite ?** (L'Eglantine) ... 15 fr.
Henning KEHLER. — Chroniques russes. — **Les premiers temps du bolchevisme, 1917-1919** (Perrin) .. 12 fr.
Karl Friedrich NOWAK. — **Versailles, 1919** (Rieder) ... 20 fr.

CLASSIQUES

CATULLE. — **Les noces de Thétis et de Pélée** (collection Antiqua) (Pot Cassé) ... 15 fr.
CATULLE. — **Le livre de Job** (collection Scripta Manent) (Pot Cassé) ... 15 fr.
GOGOL. — **Veillées d'Ukraine** (2 vol.) (Pot Cassé) ... 30 fr.

LEGISLATION

Code du Travail. — Editions 1929 (Dalloz), 2 vol. ... 40 fr.
Jules PATOUILLET — **Les codes de la Russie soviétique,** tome III. — **Modifications, additions** et annexes au Code civil. — Nouveau Code de la Famille (Giard) ... 30 fr.
Roger PICARD. — **Les assurances sociales.** — Commentaires à la loi du 5 avril 1928 (Juris-classeurs) ... 20 fr.
Bureau International du Travail. — **La liberté syndicale** ... 25 fr.

ARTS

G.-K. LOUKOMSKI. — **L'art décoratif russe,** 192 planches (Libr. d'art) ... 110 fr.
Frans MASEREEL. — **La Ville,** cent bois gravés (Pierre Vorms) ... 60 fr.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 251.310

LA VIE ENSEIGNE — LE LIVRE PRÉCISE
LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

Chèque postal
MARCEL HASFELD
N° 43-08

Le " Colis de Propagande "

Nous avons déjà créé le « **Colis Mensuel** » apportant les nouveautés du mois. Mais la date de chaque jour évoque un souvenir appartenant à l'histoire du Mouvement Ouvrier, et attire notre attention sur toute une littérature méconnue. Cette littérature, ces pages de propagande et d'éducation, nous voulons les rassembler chaque mois riche en anniversaires, dans des « **Colis de Propagande** ». Nous disons « **Colis de Propagande** » parce qu'ils apporteront chaque mois des enseignements et des arguments, mais nous disons aussi « **Colis de Propagande** » parce que nous fournirons aux organisations et aux militants, pour une somme variant de 10 à 100 francs, des œuvres dont la valeur totale dépassera largement le prix demandé.

Au mois de novembre, on ne peut songer évidemment qu'à la **Révolution russe** et à la **fin de la guerre**. Nous publions ici la liste des œuvres proposées se rapportant à ces deux anniversaires, nous avons tenté d'y placer les ouvrages et brochures essentiels. Nous invitons les camarades qui peuvent déjà les connaître, à profiter de l'occasion offerte pour les faire circuler chez eux, à l'atelier, au bureau. Les ouvriers, les révolutionnaires de notre époque ne devraient-ils pas se pencher avec plus de curiosité passionnée sur les événements qui ont bouleversé le monde depuis quatorze ans.

LA GUERRE

10 fr. (valeur 15 fr.)

R. ROLLAND. — **Aux peuples assassinés**	0 25
BERANGER. — **Déclarations au Conseil de Guerre**	0 25
CIVRIEUX. — **Mea culpa**	0 25
ERMENONVILLE. — **Sur les responsabilités de la guerre**	0 25
***. — **La presse vendue**	0 25
***. — **Le Parti socialiste italien et la guerre**	0 25
MONATTE et ROSMER. — **Un coup d'œil en arrière**	1 50
***. — **L'Angleterre a voulu la guerre**	5 »
DUPIN. — **Le Règne de la bête**	7 »
	15 »

25 fr. (valeur 34 fr. 50)

***. — **Les savants américains devant le problème des origines de la guerre**	4 »
DUPIN. — **Conférence sur les responsabilités de la guerre**	2 »
DELBEC. — **Syrie et Cilicie**	1 50
MORHARDT. — **Les preuves**	12 »
	34 50

50 fr. (valeur 70 fr. 50)

LUXEMBOURG . — **Lettres de la prison**	2 50
LAFORGE. — **Le film 1914**	3 »
CIVRIEUX. — **La muse de sang**	8 »
MARCHAND. — **La condamnation d'un régime**	4 »
MARTINET. — **La nuit**	5 50
LIEBKNECHT. — **Lettres du front et de la geôle**	6 »
***. — **Un Livre Noir, tome III (1914-1915)**	12 »
	70 50

100 fr. (valeur 154 fr. 50)

*** — **Un livre Noir (1910-1914) 2 forts volumes**	50 »
***. **Un Livre Noir (1915-1917), en souscription, à paraître en 1929 (fin de l'ouvrage)**	24 »
OKHOTNIKOV et BATCHINSKY. — **La Bessarabie et la paix européenne**	10 »
	154 50

LA REVOLUTION RUSSE

10 fr. (valeur 14 fr. 25)

GORKI. — **La révolte des esclaves**	0 25
OKOUNEV. — **Les cent-deux**	0 25
***. — **Hommage à Lénine**	0 25
CLARTE. — **Numéro spécial**	2 50
***. — **La République du Travail** (photos 1917-1921)	6 »
VICTOR-SERGE. — **Lénine, 1917**	2 »
VICTOR-SERGE. — **La ville en danger** (Pétrograd 1919)	3 »
	14 25

25 fr. (valeur 34 fr. 25)

TROTSKY. — **Les problèmes de la guerre civile**	1 50
BEAULIEU. — **Assassins traîtres et faussaires.**	3 50
VICTOR-SERGE. — **Les coulisses d'une Sûreté générale** (L'Okhrana)	5 »
MIGLIOLI. — **Le village soviétique**	10 »
	34 25

50 fr. (valeur 69 fr. 25)

LENINE. — **L'Etat et la Révolution**	5 »
PASCAL. — **Carte économique et politique de l'U. R. S. S.** (100×130)	15 »
MONTANDON. — **Deux ans chez Koltchak et chez les bolcheviks** (1919-1921	15 »
	69 25

100 fr. (valeur 139 fr. 75)

LEBEDINSKY. — **La semaine**	7 50
JOHN REED. — **Dix jours qui ébranlèrent le monde**	9 »
TROTSKY. — **1905**	15 »
GLADKOV. — **Le ciment**	18 »
LENINE. — **Pages choisies** (2 vol.)	21 »
	139 75